

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 6 JUILLET
N° 127 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire N° 56 942

RENCONTRE GISCARD SCHMIDT

*Collaboration des
polices et
intégration militaire
européenne*

Les chefs d'Etat allemand et français se sont rencontrés hier à Hambourg. Ils poursuivent leurs entretiens ce matin. Ce sommet franco-allemand se situe dans le cadre des rencontres désormais fixées régulièrement. Lors du dernier sommet, en février, les deux hommes s'étaient déclarés décidés à favoriser la construction européenne. Les résultats n'ont pas été à la hauteur des vœux.

Les relations entre la France et la RFA ont traversé une péripétie quand Schmidt a accusé le gaullisme de figer les «structures sociales» dans notre pays, se targuant des «bons» résultats de sa social-démocratie. A quoi Chirac avait rétorqué qu'il n'appartenait pas au chancelier de faire des «déclarations aussi irréfléchies». Mais cet avatar n'a pas gravement affecté les rapports des deux bourgeoisies. Bien sûr, l'allemande reste profondément méprisante de l'incapacité de la française à instaurer en France un «consensus social». Suite p.3

«Maillot jaune et lanterne rouge» :

Un aspect particulier du
Tour de France
par A. Desave

p.9

LIBAN : LE FATH ACCUSE LA SYRIE LANCE SES CHARS CONTRE TELL ZAATAR

*«Si le camp tombe, nous transformerons
le Liban en un nouveau Vietnam»
Abou Ayad*



Défenseurs du camp !

«Notre bataille sera désormais contre le régime syrien», «nous transformerons le Liban en un nouveau Vietnam et mènerons une lutte populaire prolongée», a déclaré Abou Ayad, membre du Comité Central du FATH au cours d'une conférence de presse samedi soir, posant l'éventualité de la prise de Tall Zaatar par les

forces réactionnaires, activement soutenues par les troupes syriennes.

Jusqu'à maintenant, pendant ces 15 derniers jours, 44 offensives ont été lancées par les forces réactionnaires contre le camp palestinien de Tall Zaatar, situé dans la région contrôlée par ces forces. Ces offensives ont été

toutes repoussées. Les forces réactionnaires ont subi de lourdes pertes lorsqu'elles ont pénétré dans un quartier situé à la limite du camp. Elles ont vite été soutenues par les troupes syriennes, qui ont empêché les forces patriotiques de soutenir Tall Zaatar par des renforts venus de l'extérieur.

Suite p. 7

Afrique du Sud

15 jours après
Soweto

Nouvelles manifestations contre l'apartheid

Le 3 juillet, plusieurs centaines d'Africains ont manifesté contre l'apartheid à Bothaville, dans l'Etat d'Orange. Les manifestants ont lancé des pierres contre les policiers et incendié plusieurs bâtiments publics.

Le même jour, à Soweto, malgré le quadrillage de la ville, des centaines de personnes ont suivi l'enterrement d'un jeune de treize ans, victime de la répression lors du soulèvement, il y a quinze jours. La police ayant interdit des obsèques collectives, les parents et les camarades des victimes s'étaient regroupés autour de cet enterrement.

Ces différentes manifestations - et il est probable que d'autres ne viennent pas à notre connaissance - montrent que, malgré la répression sanglante du régime raciste, le peuple africain ne baisse pas la tête : de nouvelles luttes se préparent qui porteront de durs coups au régime raciste.

- Le PCF et l'URSS
A propos d'un article de «France-Nouvelle» p.3
- La justice au secours d'Amaury
- Dans l'Ouest, 2 patrons sur 3 refusent d'embaucher des jeunes
- Le point sur la sécheresse p.4
- FPA (Gironde) : une conversation téléphonique qui en dit long ! p.5
- Les réactions après l'acte de piraterie sioniste p.7
- Pour soutenir le Quotidien abonnez-vous ! p.10
- Vive le 1^{er} anniversaire de l'indépendance des îles du Cap Vert ! p.12

LA SUITE DE NOTRE ENQUÊTE
**LA «SÉCURITÉ»
DES FRANÇAIS**

*Les grands
moyens !*

par Paul LEFORT
p.2

LARZAC

**SEPT
PAYSANS
LIBÉRÉS**

Voir p. 5

Cacciari devant la Cour de Sûreté :

LA CORSE A NOUVEAU EN PROCES !

«Il ne faut pas séparer Bastia d'Aléria». C'est ce que disent tous les militants corses, et, bien sûr, ceux qui étaient, dans la nuit du 27 au 28 août 75, sur la place St Nicolas de Bastia. Une semaine avant, c'était Aléria, le débarquement de «l'armada», l'arrestation d'Edmond Siméoni. Le matin du 27, les militants qui avaient occupé la cave Dapeille sont arrêtés.

Dans l'après-midi, la nouvelle tombe de Paris : l'ARC est interdite ! La colère monte. Le soir, le Comité de Nice entre dans le port de Bastia et débarque du matériel militaire pour les gendarmes mobiles. Sur la place St Nicolas, de nombreux manifestants sont rassemblés. Les CRS reçoivent des projectiles. Brusquement, une «patrouille lourde» commence à tourner

autour de la place, provoquant effrontément. Les premiers affrontements sont très durs : matraques, gazages de cafés, usage par les CRS de billes d'acier. Parmi les manifestants, les fusils apparaissent, et bientôt la fusillade éclate. Selon de nombreux Bastiais, c'est la débâcle parmi les CRS, qui reçoivent l'ordre de tirer.

suite p. 6

DOSSIER



LA «SECURITE» DES FRANÇAIS

Paul LEFORT

LES GRANDS MOYENS !

S'il y a un budget qui n'a pas souffert de la crise, c'est bien celui de la répression, gendarmerie et police comprises. Dans le budget des armées - dont dépend la gendarmerie -, les sommes consacrées à la gendarmerie ont augmenté cette année de 20 % pendant que la moyenne progressait de 14 %. Pour la police, c'est la même chose : le budget de l'intérieur, qui comprend pour l'essentiel des dépenses de police, a crû lui aussi, de 20 %.

Avec près de 10 milliards, dont les deux tiers pour la police, le budget de Poniatowski est en constante augmentation. Bien entendu, c'est le poste des dépenses en personnel qui est le plus important ; il faut de l'argent pour entretenir quelques 110 000 policiers. Ceci est d'autant plus vrai que les soldes ont été, récemment alignés sur les indices militaires. Les payes, ici, sont exceptionnelles : un gardien stagiaire, sans aucun diplôme, gagne quand il commence 2 600 F ; un flic en milieu de carrière touche maintenant près de 3 300 F, un brigadier chef près de 4 500 francs. Depuis, le relèvement des indices, tous les flics ont vu leur salaire grimper entre trois cents et sept cents francs par mois, ce qui est pour le moins grassouillet.

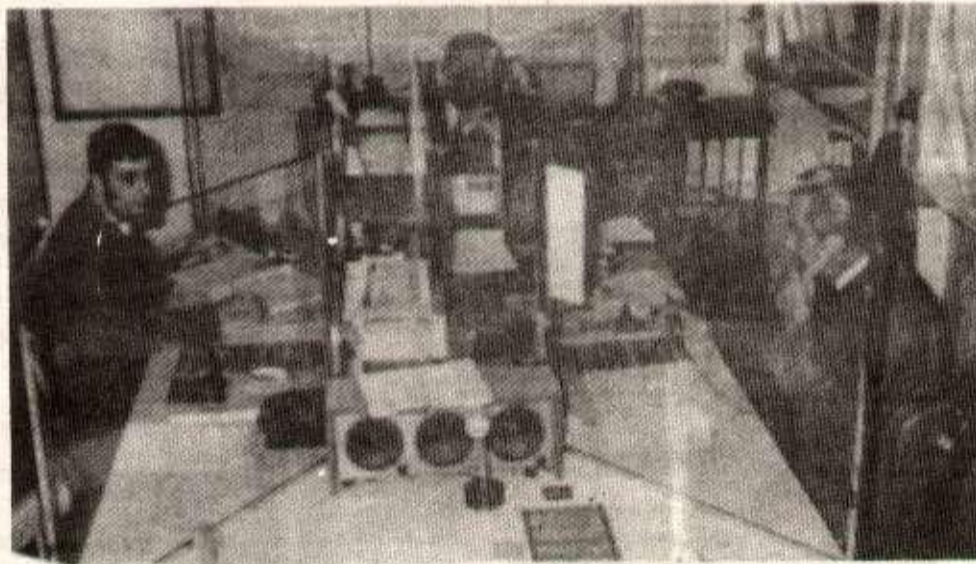
LE BUSINESS DE LA SÉCURITÉ

Il y a, dans le secteur de la «sécurité», un grand boom des chiffres d'affaires. Que ce soient les milices patronales, comme l'ACDS, dont les hommes se sont illustrés à Chausson, ou la milice mise en place à la tour Fiat, chez Framatome, après une provocation, les patrons sont soucieux de faire appel à leurs services.

Un autre marché florissant est la protection des fonds de banques et d'entreprises. Les systèmes les plus élaborés d'alarme sont mis en place, des cow-boys sont recrutés, des fourgons sont construits (1 fourgon coûte 8 millions). C'est bien la société capitaliste qui crée le crime, et son objet, mais, paradoxalement, il se trouve toujours des entreprises pour en profiter.

Par exemple cette société Brink's France dont l'actionnaire principal était (jusqu'à sa mort) le PDG de Thomson, Paul Richard. Le même bonhomme, décidément très intéressé dans la sécurité était aussi actionnaire des coffres-forts Fichet. Quant à la sécurité des ouvrières qu'il employait, c'était son dernier souci ; témoin le licenciement des ouvrières de Bourgogne Electronique, entreprise du groupe Thomson. Le chiffre d'affaires des milices privées, lui, a été multiplié par 7 depuis 1968 !

Au train où les effectifs s'accroissent, la tendance ne saurait se renverser ; en 1968, les effectifs n'étaient encore que de 60 000. Aujourd'hui, ils ont presque doublé. Lors de la dernière présentation de son budget, Poniatowski se plaignait de ne pouvoir créer plus de postes nouveaux ; il en a pourtant créé mille (contre 3 000 l'an passé). Mais c'est parce que cette année voit le départ de 6 000 flics en retraite et que les remplaçants recrutés vont tous se retrouver dans les écoles de police qui ne peuvent en absorber plus. En réalité, ce sont 7 000 flics qui sont donc recrutés.



Le flic, un ange gardien mal aimé

VU PAR «LE PROGRÈS» DE LYON

Dans le meilleur style «merci au gardien de la paix» (campagne lancée par Marcellin), «Le Progrès» de Lyon a récemment publié une enquête sur les flics de cette ville. Le journaliste présente le flic comme : «Mal aimé, il devient sauveur lorsque les personnes qui le décriaient sont en difficulté». Aucune besogne ne rebute le flic au grand cœur, à croire «Le Progrès», il passe son temps «à se retrouver avec une femme évanouie dans les bras», et il se retient de pleurer sans arrêt : «Lorsque je vois un enfant blessé crier pour appeler sa mère, je ressens toujours comme un malaise interne» (citation). Le journaliste n'hésite devant aucune ficelle pour essayer de faire aimer le flic ; il en décrit un ramassant un chat écrasé, de peur qu'un cycliste ne tombe

ANCIENS MAGASINS POI'9... COMMISSARIATS «LÉGERS»

Côté matériel, la police n'est pas plus pauvre. Les crédits cette année ont augmenté de 50 % (160 millions pour le matériel roulant contre 119 l'année d'avant, 156 millions pour l'équipement immobilier contre 76).

76 millions d'autres part, auront été consacrés à moderniser les locaux et à «assurer une meilleure présence». La police n'hésite pas d'ailleurs à affecter des crédits à la location d'anciens magasins pour en faire des commissariats «légers».

LA GENDARMERIE : «CONTRE LES RISQUES SPÉCIFIQUES DE NOTRE ÉPOQUE».

Les gendarmes, qui sont des militaires, n'en sont pas

moins experts en répression. Ils sont même, le plus souvent, considérés comme «plus sûrs». Comme le dit élégamment le plan militaire pour les années 77-82, il s'agit pour la gendarmerie d'accroître «son efficacité générale» et «d'intensifier la lutte contre les risques spécifiques de notre époque».

C'est pourquoi les effectifs -aujourd'hui de 74 000- devraient augmenter, selon les prévisions, d'ici 1982, jusqu'à 90 000 environ. Les députés ont d'ailleurs été unanimes à déplorer le trop faible nombre des gendarmes ! Qu'ils soient de gauche ou de droite, Aumont du PS ne déclarait-il pas, à l'adresse de Poniatowski, «Vous avez accru les tâches sans pour cela augmenter les crédits, l'augmentation des effectifs est impérative».

DES PLANS POUR LE FUTUR

Pendant que le ministre de la police prépare des réfor-

mes de structure, la bourgeoisie possède, dès aujourd'hui, un corps de répression qui comprend donc près de 200 000 hommes. Soit un pour 260 personnes environ.

Pourtant le gouvernement n'en est pas encore satisfait. Il prépare un accroissement sans précédent des forces de répression. Le 7ème plan, qui a réuni une commission «sécurité», a fixé comme objectifs de développer la «prévention» et la répression sous le prétexte, on l'a déjà vu, que la population est

particulièrement «sensibilisée» à l'insécurité.

Les orientations futures sont connues depuis qu'un plan confidentiel intitulé «plan pluriannuel de développement de la police nationale, de la gendarmerie nationale et de l'administration pénitentiaire» a été publié.

Ce document trahit l'effort prévu pour la répression dans la période 1977-1982.

Nous le commenterons demain.



A LA S.E.P. DE BORDEAUX

CONTRE LES OUVRIERS, LES R.G. AU GRAND JOUR !

On pourrait croire que les Renseignements Généraux (RG) sont uniquement occupés à espionner des dangereux comploteurs, poseurs de bombes et autres. Rien n'est moins vrai.

C'est ce qu'on voit avec éclat, à la SEP à Bordeaux, usine en lutte, dont les ouvriers subissent particulièrement la répression. Chairon, secrétaire de la section CFDT et du syndicat des métallurgistes de Bordeaux, déclarait récemment aux 6 h pour la SEP : «A la SEP, le patron a fait intervenir les flics, démontrant s'il en était besoin, que la police protège... Quatre d'entre nous ont été inculpés «d'entrave à la liberté d'industrie» en vertu d'une loi de 1864. Le style second empire convient décidément au style de la société libérale avancée de 76... quoiqu'il en soit, nous voilà en butte aux tracasseries policières, priés de justifier notre état civil, contrôlés sur le plan de notre situation militaire... Les liens de l'Etat avec la SEP donnent à la direction des moyens accrus de répression vis-à-vis des travailleurs. Tout d'abord, pour être embauché à la SEP, il faut satisfaire aux exigences d'une enquête menée par les RG, qui reste évidemment secrète, tant dans son déroule-

ment que dans ses résultats.

Au besoin, cette enquête peut être poussée à un moment quelconque de la carrière d'un salarié, ce qui permet au patron de se débarrasser des contestataires sans autre forme de procès (en juillet 71, un ouvrier et un ingénieur ont été licenciés à la veille des vacances)...

Depuis quelque temps, sous couvert d'administration du personnel, on peut dire que les RG fonctionnent à la SEP pratiquement à visage découvert : ces messieurs s'intéressent plus particulièrement aux faits et gestes des militants CFDT. Non seulement tous nos tracts sont soigneusement épluchés mais la vie des différentes structures au niveau local fait l'objet de rapports réguliers à la direction».

Sur cet exemple, on voit bien la liaison intime qui existe entre le renforcement policier et la lutte ouvrière. Rappelons-nous qu'en décembre dernier, au moment de «l'affaire des soldats», les militants CFDT de Blaupunkt avaient dû subir, pendant leur grève, des perquisitions, en liaison avec la «sécurité de l'Etat». Cette notion, en cas de besoin pour la bourgeoisie, peut être étendue et constituer un très grave danger.

dessus ! Par contre, illustrant involontairement le racisme policier, après avoir noté que «les commerçants connaissent en général les règles d'hygiène et les observent», il parle du contrôle «d'une épicerie orientale» où «les mouches n'avaient que le choix pour se poser sur la nourriture, le pain traînait à même le sol, à côté du chien».

Puis, lorsque dans le fourgon, le journaliste aperçoit la cité ghetto de travailleurs immigrés d'Olivier De Serres, à Villeurbanne, il sent alors que «mille paires d'yeux nous épient» et il déplore avec les flics «les squatters». «A peine le chauffeur a-t-il engagé le nez du fourgon, que nous discernons au fond de la rue des jeunes qui prennent la

fuite à toutes jambes. Le temps d'arriver à leur hauteur, ils ont tous disparu». «Ils sont allés avertir leurs amis, me précise-t-on, notre présence ne passe jamais inaperçue...»

D'autant moins inaperçue, que, comme l'indique le journaliste, police-secours qui couvre la majeure partie de l'agglomération lyonnaise vient d'être restructurée récemment en quatre secteurs distincts, une «décentralisation» afin, dit-il, d'obtenir un meilleur rendement et une plus grande rapidité d'intervention. A Olivier de Serres et dans d'autres quartiers populaires, on appréciera ce renforcement, derrière un masque de bon samaritain, du contrôle des faits et gestes de la population.

suite de la une

GISCARD-SCHMIDT : UNITE CONTRE LE «TERRORISME» ET POUR L'OTAN

Les deux hommes discuteront longuement ce point. On se rappelle que Schmidt a dit une fois qu'il considérait la situation en France comme une affaire intérieure de l'Allemagne, à cause des liens européens. Bien sûr aussi, la présence de Poniatowski et Maihofer, les deux ministres de la police, aura pour but de perfectionner cette coopération policière européenne contre le «terrorisme» dont les bases se font sans cesse plus précises.

Les deux chefs d'État, par ailleurs, ne pourront que trouver des points d'accord sur les questions militaires. Le récent tournant de la politique militaire française marqué par l'article du général Méry ainsi que l'accent mis sur les forces conventionnelles aux dépens du nucléaire, ont suscité de bruyantes satisfactions en RFA. Schmidt n'a-t-il pas lui-même dit que ce tournant avait été acquis sur ses conseils depuis deux ans ?

Pour autant, Giscard refuse toujours, pour l'instant, d'occuper comme on lui demande à Bonn, une zone dans les forces de l'OTAN sur la frontière tchécoslovaque. Mais l'engagement de participer à la bataille dans tous



les cas en Europe est un pas apprécié.

Le chancelier cherchera aussi à s'unifier avec Giscard pour s'opposer aux revendications des pays du Tiers Monde : là encore, il s'agit pour les deux bourgeoisies européennes de s'aligner, en fin de compte, sur la position américaine.

Schmidt et Giscard feront également le point

sur la situation économique en Europe : ils ne pourront, vu les oppositions d'intérêts, que constater l'impossibilité sur cette question d'une quelconque unité. Pas plus d'ailleurs que sur la question des institutions : les Neuf ont été incapables de même s'unifier sur le mode d'élection du parlement européen. C'était pourtant, avec le rapport Tindemans enterré pour l'in-

stant, le point sur lequel Giscard avait fait mousser la construction européenne. De toutes façons, les deux chefs d'État essaieront de trouver de quoi nourrir le prochain conseil européen qui doit avoir lieu les 12 et 13 juillet et qui pourrait bien se révéler aussi infructueux que les précédents.

Paul LEFORT

LES DÉMÊLÉS DU PCF AVEC EUROPE N°1 UN BOYCOTT QUI NE CONCERNE GUÈRE LES TRAVAILLEURS

Dans «L'Humanité» de lundi, le PCF appelle à boycotter l'antenne d'Europe N° 1 pendant une semaine : le journaliste de cette radio privée aurait en effet «calomnié» le PCF en déclarant qu'à l'occasion des accords entre les partis de gauche sur les élections municipales, le PCF «se serait aligné unilatéralement sur les positions du PS».

En fait, la presse et la radio bourgeoises ne font que reprendre en compte, pour mieux semer la confusion, l'inquiétude d'une partie des militants du PCF, ainsi que le scepticisme de sa base devant les concessions faites au PS, et à certaines couches de la bourgeoisie. Cette mise en évidence des véritables projets par la presse traditionnelle pose de gros problèmes au PCF par rapport aux travailleurs : cela explique cette explosion de susceptibilité qui fait suite à une campagne menée depuis un mois dans les colonnes de «L'Humanité».

Rappelons quelques faits : Dans «L'Humanité» du 25 juin, toute une page, intitulée : «Voici comment ils falsifient la politique des communistes», reprenait les remarques des diverses antennes et journaux, sans pouvoir rien opposer d'autre

que des commentaires offensés.

A propos de l'adresse de Marchais aux chrétiens, «France-Soir» : «Des militants communistes ne sont pas d'accord avec le PC».

LE PCF ET LA NATURE AGRESSIVE DE L'URSS

Le fait que l'URSS, de pays socialiste qu'elle fut après octobre 17, s'est aujourd'hui muée en une super-puissance agressive dont les flottes parcourent les mers, dont les armées font pression, et dont les capitaux exploitent les pays du Tiers Monde, commence à être connu.

Plus particulièrement, avec l'aggravation du danger de guerre en Europe, la question de la puissance militaire de l'URSS et de ses intentions guerrières préoccupe chez nous la grande presse et devient une question discutée largement, y compris dans le PCF. Les distances prises par ce parti vis-à-vis du PCUS, d'ailleurs, autorisent en son sein les interprétations les plus diverses.

Significativement, cette semaine, l'hebdomadaire

A propos de la suppression du terme «dictature du prolétariat», Europe N° 1 (23/1/76) : «Marchais améliore l'image du PC, il en fait un parti presque réformiste, mais il renonce aussi à une part de son originalité».

France-Nouvelle publie un long article très laborieux pour «prouver» que la menace soviétique n'existe pas. Les preuves sont si difficiles à rassembler, que le journaliste, ignorant l'armada des chars du pacte de Varsovie, affirme que les avions russes sont «défensifs» ! Pour lui, en effet, «cette supériorité soviétique dans le domaine de l'aviation est nette uniquement pour ce qui est des intercepteurs qui sont des avions à mission exclusivement défensive» !

On croit rêver. En tous les cas, le journaliste de service de France Nouvelle est parfaitement silencieux sur la mission, sans doute hautement «défensive» de la flotte russe en Atlantique, ou en Méditerranée ; il ne souffle mot des bases militaires soviétiques dans le monde. A ce niveau, il ne pourrait parler de «défense»...

Et «Le Monde», (7/5/76) : «L'abandon de la dictature du prolétariat signifie, au fond, que les responsables du Parti écartent du débat le principal intéressé, le Proletariat».

Ainsi, citant la presse et la radio bourgeoises, de quoi le PCF les accuse-t-il ? Est-ce de silence et de mensonge sur les conditions de vie des travailleurs et sur la façon dont ils mènent la lutte ?

Non, le PCF se lamente parce que, dit-il, la coalition gouvernementale a trois fois plus de temps d'antenne que l'Union de la Gauche. En fait, la télévision lui prête assez souvent ses tribunes. Et lorsqu'elle le fait, il est intéressant de voir quelle sorte de débat le PCF propose aux travailleurs : rappelons l'émission du 8 juin, sur Antenne II, «Aujourd'hui Madame». Dans le plus pur style des débats bourgeois, six Françaises, gaullistes, ex-giscardienne ou d'Union de la Gauche, étaient censées représenter la nation devant l'individu Marchais, séduites, pour certaines, par «ses yeux fascinants, voire fanatiques» (propos repris par «L'Humanité» du 9 juin).

Aujourd'hui engagé sur le terrain des politiciens bourgeois, le PCF ne supporte pas de perdre à leurs tribunes.

LE CHEF DE LA MARINE CONTRE LE CHEF DES ARMÉES ?

Dans la revue «Défense nationale» de ce mois-ci, l'amiral Joire-Noulens, chef d'état-major de la marine formule une thèse au moins implicitement contradictoire avec les thèses officielles défendues par le général Méry. L'amiral en effet prétend que la pièce maîtresse de la stratégie française est constituée par les sous-marins nucléaires. Pas question, pour lui, que la défense repose sur une masse de soldats placés aux frontières, ce qui contredit la thèse de la bataille terrestre défendue officiellement par Giscard.

Par ailleurs, l'amiral déplore l'affaiblissement constant de la marine qui descendra aux environs de 1982, à la fin du plan militaire, bien en-dessous des trois cent mille tonnes de capacité généralement estimées comme indispensables.

A tout le moins, la publication de ce texte prouve, après les diverses critiques lancées par l'amiral Sanguinetti, que l'unité est loin d'être faite parmi le commandement, sur les nouvelles orientations militaires françaises.

le code électoral au parlement

Le Parlement, malgré la grande chaleur, poursuit ses débats. Les parlementaires pourront, si ce n'est pas déjà fait, partir en vacances à la fin de la semaine. Entre temps, ils vont expédier un certain nombre de lois. Aujourd'hui, pendant qu'au Sénat, les éternelles plus-values feront l'objet de nouveaux débats, mais moins agités qu'à l'Assemblée nationale, cette dernière examine la réforme du code électoral.

De quoi s'agit-il ? Le but est d'éliminer les petits partis de la compétition électorale. Il vise aussi à obliger, dans la majorité, des regroupements et à défavoriser, partout où ils n'ont pas un nombre suffisant de voix, les partis de l'opposition.

Le nombre de voix minimum pour pouvoir se présenter au second tour, est en effet porté de 10 à 15 %, pour les législatives, les cantonales, et les municipales dans les villes de plus de trente mille habitants.

La gauche, comme l'UDR, qui craignent de pâtir particulièrement de cette nouvelle disposition, protesteront contre cette réforme. L'UDR a proposé, dans un amendement, de mettre la barre des voix à dix au lieu des 15 % prévus dans le texte initial. «L'Humanité» d'hier matin, parle pour sa part d'une «loi de tricheurs». Comme si l'élection sous contrôle de la bourgeoisie n'était pas, en elle-même, une «tricherie».

L'élection de Boutang à la Sorbonne annulée

Saunier-Séité a annulé l'élection à l'université de Paris IV du fasciste Boutang. On se souvient qu'à la suite de son élection de nombreux enseignants anti-fascistes avaient protesté et recueilli des signatures demandant que Boutang, qui avait été interdit d'enseignement à la Libération, ne soit pas admis à la Sorbonne. Les professeurs membres du PCF et du PS avaient refusé de s'associer à ce mouvement de protestation au nom de la liberté d'expression, vont-ils maintenant exiger que Saunier-Séité qui a dû céder devant l'indignation soulevée par cette élection, revienne sur sa décision.

● François Journet, 25 ans, ouvrier à Carling (Moselle) est mort samedi matin à l'hôpital de Metz. Travaillant sur un chantier de rénovation des cockeries des Houillères du bassin de Lorraine, il est tombé mercredi dans une cuve remplie d'acide sulfurique. Cinq de ses camarades qui travaillaient sur le même chantier ont été blessés au cours de cet accident. Houillères assassins !

● NOUVEL ATTENTAT CONTRE LA LIBRAIRIE «LIRE» : La librairie «Lire» à Marseille a été

victime hier matin d'un nouvel attentat à l'explosif, les dégâts sont importants : la vitrine a été brisée. Cette librairie progressiste avait déjà été victime d'un attentat le 9 décembre 75 : une grande partie du local et des livres avaient brûlé dans un incendie provoqué par un cocktail molotov. La librairie n'avait pu rouvrir que grâce à l'aide et aux dons de progressistes. L'attentat n'a pas encore été revendiqué, mais comme le précédent, il ne fait guère de doute qu'il émane d'organisations fascistes.

LUTTES OUVRIERES

Parisien Libéré

LA JUSTICE AU SECOURS D'AMAURY

Trois mois de prison avec sursis, six mille francs d'amende, deux mille cinq cents francs de dommages et intérêts ! C'est le prix que devront payer deux ouvriers typos du Figaro pour avoir été solidaires de leurs camarades du «Parisien Libéré». Le motif retenu pour cette lourde condamnation, c'est tout simplement... le vol !

Les faits reprochés aux deux ouvriers se sont déroulés au cours d'un des nombreux «rodéos» organisés par les travailleurs du «Parisien». Les ouvriers de la presse parisienne, solidaires, participent souvent à ces actions.

Ainsi, après avoir réduit plusieurs centaines d'ouvriers au chômage, Amaury sort son torchon fasciste sous la protection permanente de la police et de ses chiens et avec la collaboration active de FO, et ce sont les ouvriers qui sont condamnés pour vol ! C'est bien l'histoire du voleur qui crie au vol ! Les gars du «Parisien» occupent leur entreprise depuis plus de quinze mois. Ils ne veulent pas attendre un hypothétique changement en 78. L'emploi pour eux, c'est une question d'actualité immédiate. C'est pour cela qu'ils continuent la lutte, qu'ils organisent ces

«rodéos» pour lesquels les deux typos du «Figaro» viennent d'être durement frappés par la justice bourgeoise.

Quatre mois de prison fermes pour un chômeur de Redon ; prison avec sursis et

lourdes amendes pour vingt trois travailleurs des filatures de la Vologne ; même chose aujourd'hui pour les ouvriers de la presse... La liste des forfaits du libéralisme giscardien contre les travailleurs en lutte s'allonge.



Les jeunes face au chômage

DANS L'OUEST, 2 PATRONS SUR 3 REFUSENT D'EMBAUCHER DES JEUNES !

«Les portes des entreprises de l'Ouest seront encore étroites à l'automne pour les jeunes qui ont achevé leur scolarité et chercheront du travail», reconnaît «Ouest-France» de samedi dernier dans une enquête réalisée auprès de 545 patrons bretons. Les résultats de ce sondage sont particulièrement éloquentes quant aux véritables intentions du patronat sur la «bataille pour l'emploi des jeunes». Quelques chiffres : deux patrons sur trois n'embaucheront pas de personnel ou ne remplaceront pas les départs en retraite. Ceux qui envisagent de réouvrir l'embauche ne le feront que dans des proportions très limitées : entre quatre et cinquante personnes de plus à la rentrée !

Qu'est-ce qui fonde cette «prudence» des patrons ? D'abord, explique Ouest-France, les «hésitations» des chefs d'entreprises face à la reprise. «La reprise est trop incertaine» font remarquer certains, «qu'on nous redon-

ne confiance», brament les autres, sollicitant des crédits plus abondants et moins chers.

Les victimes désignées pour subir cette stagnation du chômage, ce sont d'abord les jeunes. Qui aurait pu en douter ? «Les jeunes n'ont pas la cote», s'inquiète le commentateur de «Ouest-France», notant que le patronat réclame d'abord une qualification professionnelle ou des «références sérieuses» que la bourgeoisie refuse d'offrir à la jeunesse scolarisée.

Ce sombre constat sur les perspectives de la rentrée que dressent les patrons eux-mêmes vient de démentir les assurances répétées de Giscard sur «l'essor de la relance économique», sur la «force et la durée de la reprise». Et les mesures-gadgets décidées il y a un an par le gouvernement avant que six cent mille jeunes à la sortie de l'école ne se retrouvent sur le marché de l'emploi ? Les fameux «contrats emploi-formation», par exemple :

la quasi-totalité des employeurs interrogés par «Ouest-France» avouent qu'il n'y auront pas recours.

Au sortir de l'école, le jeune travailleur devait être employé six mois - sans même la promesse d'un engagement définitif ! - et pour des tâches subalternes avec un tiers du SMIC actuel. Pour les patrons, cette mesure était assortie d'incitations diverses sous forme d'exonérations fiscales... une mâne dont les patrons ne semblent plus vouloir... c'est bel et bien la faillite des «contrats emploi-formation».

Pour tous ces jeunes qui viennent d'achever leur scolarité, et qui sont préoccupés par la recherche du premier emploi, ce sondage auprès des patrons leur révèle sans embages l'avenir de chômage qui leur est promis. Ils recherchent l'unité avec la classe ouvrière pour développer la riposte déjà engagée contre cette politique délabrée de chômage.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

en bref..

● PORTUGAL :

Spinola, qui avait été expulsé après une tentative de coup d'État et dirigeait l'ELP, organisation terroriste d'extrême-droite, pourrait rentrer du Portugal à la fin du mois de juillet.

● L'administration voulait fermer l'hospice de Vitry. Pour s'y opposer, les travailleurs occupent les locaux depuis hier.

● OXCOM (La Plaine St Denis) : Les travailleurs occupent depuis quinze jours pour les salaires et les conditions de travail. Le patron refuse de négocier mais par contre envoie sa milice provoquer les grévistes.

● Vichy Saint-Yorre (Allier) : Les 600 travailleurs de Vichy sont toujours en grève. Le but de leur mouvement parti le 23 juin ? Une augmentation des salaires et la 5^e semaine de congés !

Sécheresse DES CONSÉQUENCES DRAMATIQUES

Les quelques orages qui ont éclaté sporadiquement loin d'arranger la situation, provoquent de nouveaux incendies : près de Redon, 150 hectares de résineux et plusieurs hectares de récoltes ont été détruits, un millier d'hectares dans la Vienne, une centaine à Lue dans les Landes ont été ravagés par le feu... La liste est longue.

Les conséquences de la sécheresse se font sentir de plus en plus : la Côte d'Or vient d'être déclarée sinistrée. Le Canal de Bourgogne sera fermé à partir du 10 juillet pour économiser l'eau des réservoirs et des rivières qui l'alimentent.

DES TONNES DE POISSONS MORTS

D'autre part, le faible débit des eaux rend de plus en plus aigus les problèmes de la pollution : dans la Sarre, à la hauteur de la centrale thermique des Houillères du bassin de Lorraine, les pompiers, équipés de masques à cause de l'odeur pestilentielle, ont repêché deux tonnes et demi de poissons morts ; les bords de l'étang de Vic, près de Sète sont infestés par

plusieurs tonnes de poissons et d'anguilles morts.

Malgré le blocage des informations sur les conséquences de la sécheresse (révélé par la CGT et la CFDT de l'INRA), la situation s'avère de plus en plus dramatique. Et les mesures prises par les pouvoirs publics, sont dérisoires ainsi celle du préfet du Cantal autorisant les agriculteurs à tondre l'herbe au bord des routes ! Après avoir abattu leurs vaches de réforme (les moins productives, celles qui arrivent en fin de lactation) les paysans sont maintenant contraints de sacrifier leurs meilleurs animaux.

20 % DU CHEPTEL SACRIFIÉ

Toutes les régions de bocage de l'ouest sont dans la

même situation : d'ici quinze jours les éleveurs de Bretagne et de Normandie vont devoir abattre 50 % de leur troupeau laitier. Selon l'ITEB (institut technique de l'élevage bovin), les éleveurs des régions des pays de Loire et de Bretagne devront sacrifier 400 000 têtes de bétail à condition qu'il pleuve de manière à sauver la récolte de maïs. Sinon, ce sont un million de bêtes (soit un cinquième du cheptel français) qui devront être abattues ! Les petits paysans, n'ont plus de fourrage (la production a baissé de 50 %) ; ils sont contraints de brader leurs vaches (2 800 francs pour une vache adulte contre quatre mille il y a quelques mois).

Pour eux, c'est la ruine ou du moins l'aggravation de l'endettement ; quant aux travailleurs, ce sont eux qui feront les frais des hausses des prix et de la viande dues à la pénurie prévisible l'année prochaine. En même temps qu'elle s'avère incapable de maîtriser une situation dont elle est la cause, la bourgeoisie tente de faire payer aux travailleurs le prix de la sécheresse.

LE SUICIDE D'UN PAYSAN

Monsieur Lemaire, le paysan du Pas-de-Calais qui s'est suicidé, il y a une semaine, était un petit exploitant, il n'avait plus rien à donner à manger à son bétail, il voyait venir le jour où il devrait emmener tout son troupeau de vaches laitières à l'abattoir. Cela, il n'a pu le tolérer : il faut un travail prolongé de plusieurs années pour sélectionner un troupeau de bonnes laitières, beaucoup de soins et d'attention. Brusquement pour M. Lemaire, c'était l'anéantissement de plusieurs années d'efforts. Comme beaucoup de paysans habitués à ne rien dire de leurs difficultés M. Lemaire a préféré subir en silence sa situation que de se plaindre et de demander l'aide de ses voisins. L'individualisme, l'idée qu'il faut s'en sortir seul, développés par l'éducation de la bourgeoisie amènent à de telles impasses. Ce n'est qu'en rassemblant, en confrontant leurs problèmes, en s'unissant et en luttant pour exiger du gouvernement de réelles mesures en leur faveur que les paysans pourront éviter la ruine.

Nous avons interviewé des paysans et des habitants du village où habitait monsieur Lemaire. Pour eux aussi, la situation est catastrophique.

«Il faudrait qu'il pleuve avant le 10 juillet parce que tout jaunit, comme les pommes de terre par exemple qui commencent à se flétrir. Et pour les céréales, il est déjà trop tard, même s'il pleuvait c'est déjà brûlé».

—Quelle aide croyez-vous avoir ?

—«Un prêt c'est tout, un prêt c'est à rendre, ce n'est pas quelque chose de valable. On fait beaucoup de promesses dans les journaux, à la télévision, mais on n'obtient pratiquement rien. Le gouvernement dit beaucoup de choses, mais quant à toucher c'est autre chose. Pour avoir les prêts, on a des contrôles. Il y a deux ans, cela a été comme ça, et même on nous demandait si on en avait vraiment besoin».

● MUTINERIE DANS LE QUARTIER DE HAUTE SURVEILLANCE À LISIEUX : Une dizaine de prisonniers du quartier de haute sécurité de la prison de Lisieux (Calvados) se sont mutinés hier et ont pris trois gardiens en otage. La mutinerie n'a duré que quelques heures, l'intervention en force de la police y a mis fin.

LUTTES OUVRIÈRES

F.P.A. (Gironde)

UNE CONVERSATION TELEPHONIQUE QUI EN DIT LONG !

Des stagiaires d'un centre FPA près de Bordeaux se sont fait passer pour Monsieur Fourment (imaginé, chef du personnel de la EGE (entreprise qui existe mais sigle transformé dans le texte) et ont téléphoné à la direction de la FPA pour avoir des renseignements sur Monsieur X «venant demander du travail à la EGE». Cette conversation intéressante à plus d'un titre, montre la nature des liens qui existent entre le patronat et l'AFPA et le rôle que joue celle-ci pour la répression contre les travailleurs.

—Standard : Centre FPA, bonjour !

—M. Fourment : Bonjour. M. Fourment à l'appareil, chef du personnel à la EGE... J'ai téléphoné ce matin, est-ce que M. Bergero est là maintenant ?... Nous avons reçu une demande d'emploi de M.X, l'un de vos stagiaires, et j'aurais voulu un peu savoir, bon par exemple, ses qualités professionnelles.

—S. : Je vous passe son moniteur.

—M.F. : Bon enfin, j'aurais plutôt voulu M. Bergerot, mais enfin...

—S. : Ou alors l'adjoint technique, M. Tujague.

—M. Tujague : Bonjour Monsieur !

—M.F. : Ici M. Fourment, chef du personnel à la EGE, j'ai reçu une demande d'emploi de M.X.

—M.T. : Oui, c'est un tourneur.

—M.T. : Heu, excusez-moi, vous êtes son moniteur ?

—M.T. : Non, je suis le responsable de la formation.

—M.F. : J'aurais voulu savoir un peu son attitude au travail et au niveau des équipes, nous aurions besoin en effet de personnes pouvant s'intégrer rapidement dans les équipes.

—M.T. : Bon, je vais vous

dire tout de suite, c'est pas gentil ce que je vais vous dire.

—M.F. : Ah ?

—M.T. : Je ne devrais peut-être pas vous le dire, mais je ne voudrais pas vous envoyer des ennuis. Au point de vue de sa tenue syndicale, c'est un gauchiste.

—M.F. : Ah bon ?

—M.T. : Nous n'en avons pas beaucoup, mais ça suffit pour perturber le centre à long terme de journée.

—M.F. : Syndicalement, qu'est-ce qu'il est au juste, ce gars ?

—M.T. : C'est la CFDT mais gauchiste... ce n'est pas marrant, vous n'allez pas mettre ça dans votre boîte, vous allez être ennuyé.

—M.F. : Ah bon, je vous le demandais parce que justement, comme on a besoin de gars sur les équipes, il nous fallait des gars assez ouverts.

—M.T. : Oh non ! Vous allez avoir des ennuis, ça m'étonnerait que ce gars change de point de vue du centre de Bègles à un employeur ; pour lui, l'employeur, c'est quelque chose à démolir.

—M.F. : Ah bon, très bien...

—M.T. : C'est vraiment le sale gars, ces fameux gars qui ont des idées spéciales, mais qui n'ont rien à remettre à la place... Vous allez avoir des ennuis, alors trouvez peut-être une autre raison pour ne pas l'embaucher, ne dites pas que je vous ai dit ça.

—M.F. : Ah non, mais ça reste tout à fait entre nous, n'avez crainte !... En plus, ils sont un petit clan ?

—M.T. : Oh oui, c'est malheureux, mais c'est toujours pareil, je crois que j'ai deux ou trois gars comme ça au centre, il y a quatre cents personnes, mais ils m'entraînent régulièrement cinquante, cent personnes dans un mouvement de grève parce qu'on a levé le petit doigt... Alors je ne veux pas dans une industrie qui travaille, aller mettre des gars pareils, vous seriez ennuyé.

J'en ai eu un autre, M.Z., celui-là est sorti déjà il y a à peu près un mois, et ça m'étonnerait qu'il ait trouvé un boulot parce qu'il doit avoir des antécédents et... mais autrement, d'un point de vue professionnel, ils sont bons, seulement avec une façon d'agir comme ils le font !!! Parce qu'après, vous savez, ils se font élire délégués avec tous les embêtements que ça peut amener pour quelqu'un qui travaille.

—M.F. : Je pense qu'actuellement, au niveau de la EGE, nous pouvons avoir des relations ?

—M.T. : De toute manière, si un jour vous avez cinq minutes, vous passez me voir, vous verrez ce que l'on fait, comme ça vous verrez toutes les professions, vous vous rendrez compte de la valeur des gens, ça peut servir un chef du personnel qui fait des embauches.

—M.F. : Oui, d'autant plus que moi, je suis assez nouveau sur Bordeaux et

actuellement, nous sommes une petite équipe. On fait une certaine restructuration au niveau des contacts, par exemple envers les FPA.

—M.T. : Vous pouvez venir, nous ici, on fait la métallurgie, transformation des métaux, c'est-à-dire tourneurs, tôliers... Voilà, si ça vous intéresse un jour, prenez une matinée et vous passez nous voir...

Encore un accident grave à la Saviem

Un travailleur de l'usine sortant par le poste des fournisseurs pour aller prendre son repas, a été victime d'un grave accident, renversé par une voiture qui venait du parking du personnel.

Depuis des années, nous réclamons l'aménagement des voies d'accès à l'usine, tant en route, pistes cyclables et trottoirs. Que répond la direction ? «La route ne nous appartient pas. Nous verrons avec les ponts et chaussées». Cela dure depuis des années ! Combien faudra-t-il de morts et de blessés ? Il est grand temps d'obliger la direction à faire quelque chose.

Corres. Saviem-Blainville

7 PAYSANS DU LARZAC LIBÉRÉS

Sept des dix sept paysans et militants condamnés à des peines de prison ferme par le tribunal de Millau après l'occupation d'une antenne militaire dans le camp du Larzac, ont été remis en liberté dans l'après-midi de samedi.

Officiellement, cette mesure est prise par le juge d'application des peines en raison de la sécheresse qui rend indispensable la présence sur leur exploitation des 7 paysans libérés. Mais l'ampleur de la mobilisation contre le verdict scélérat qui a frappé ceux du Larzac n'y est certainement pas pour rien.

● Autobus parisiens :

Devant le refus de la direction de satisfaire leurs revendications, les machinistes-conducteurs de la RATP poursuivent leur

mouvement. La grève s'est même étendue à d'autres dépôts. Ce sont les conditions de travail rendues insupportables par la chaleur qui sont à l'origine de la grève.



CHEQUES POSTAUX

pour étouffer l'affaire des chèques en bois de Lecanuet

L'ADMINISTRATION RÉPRIME !

Le 23/06/1976, le «Canard Enchaîné» publiait un article sur différents chèques sans provision émis par Lecanuet, ministre de la Justice, ministre, qui, pour la petite histoire, est l'auteur du projet de loi visant à réprimer les auteurs des dits chèques.

Suite à cette publication, ce sera aussitôt le branle-bas de combat à la direction des chèques. Elle arrivera en force dans le «service suspecté» aux chèques du 15^e, pour chercher «les coupables de la fuite».

Nous nous sommes rendus sur place.

Depuis quelques jours, la répression bat son plein. Plusieurs employés ont été soumis à de véritables interrogatoires de la part de plusieurs responsables de l'administration («Un véritable tribunal» dit la section CFDT) et sommés de signer des «PV 532 d'enquête» en fait des questionnaires qui ont

pour but de «cuisiner» les employés. Ces questionnaires disent notamment : «Avez-vous des doutes sur quelqu'un ?» ou bien encore : «Que pensez-vous de cette affaire ?», enfin : «Faites-vous de la politique ?». Il ne s'agit ni plus ni moins, par le biais de pressions, que de pousser à la délation.

ÉTOUFFER L'AFFAIRE...

Qu'un travailleur fasse la plus petite erreur sur un compte cela lui vaut d'être privé de chèque pendant un an, ainsi que de fortes amendes sinon plus, mais qu'un ministre fasse trois chèques sans provision, cela n'est qu'une «erreur». Voilà la société giscardienne avancée ! L'administration veut absolument étouffer le scandale. Ce faisant, elle en profite pour s'acharner sur la section CFDT. Car ce n'est pas tout ! Le mardi 29 juin, la section CFDT du centre de chèques postaux du 15^e appose différentes affiches reproduisant l'article du «canard enchaîné» et donne son point de vue. Quinze minutes plus tard,

le chef du centre 5 essaie de faire enlever les dites affiches à trois militantes de la CFDT, sinon ce sera les sanctions. Les militantes refusent. Les sanctions tombent alors : trois PV 32 que les militantes refusent à nouveau de remplir. Le mercredi 30 juin, elles sont convoquées par deux inspecteurs principaux : là elles apprennent les motifs de leurs sanctions :

«Affichage d'un tract syndical avec des propos tendancieux et inadmissibles». «Refus d'obéir au chef de centre».

...ET DÉCAPITER LA SECTION CFDT

Mais devant la ferme détermination de ces militantes, les choses vont

aller beaucoup plus loin, puisque, des employées nous le diront, un individu louche a été embauché comme «saisonnier». Drôle de saisonnier qui, lors d'une récente distribution de tracts de la section CFDT, a tout bonnement questionné des militantes sur l'appartenance politique des membres de la section syndicale ! Il ne serait pas exclu que la direction veuille attaquer certaines organisations politiques, au dire de ces militantes. Toujours est-il que, sous prétexte «que la section CFDT est la seule à avoir fait savoir qu'elle était contre le secret professionnel», ce serait elle qui serait responsable des fuites ! De là à vouloir la décapiter il n'y a qu'un

pas. Et certains bruits montrent que c'est le but visé. Des bruits d'avertissement courent. S'ils rentraient en application, cela voudrait dire que des militants seraient mutés hors de Paris.

Mais la direction risque de voir ses plans contrecarrés. Le syndicat CFDT des services régionaux de Paris le dit : «Ces atteintes à la liberté syndicale sont l'affaire de toutes, de tous. Aujourd'hui, c'est à propos d'un article, demain ce sera un autre prétexte». Halte à la répression. Préparons-nous à riposter !

R. FEUILLET

INFORMATIONS GÉNÉRALES

CACCIARI DEVANT LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT

LA CORSE DE NOUVEAU EN PROCES

suite de la une

Le seul bilan connu est celui des forces de l'ordre : un brigadier de CRS, Serge Gassard est mort. Une vingtaine d'autres sont blessés.

Le matin du 28, un jeune homme de 24 ans, Serge Cacciari est arrêté. Sa voiture a été repérée dans les rues de Bastia, et c'est une de ses armes qui a tué le brigadier Cassard. Or, ce soir-là, les armes ont

beaucoup circulé. Peu importe, il «faut un coupable». Cacciari est inculpé, par la Cour de Sûreté, «d'attentat ayant pour but de porter la dévastation», et «d'homicide volontaire sur un agent de la force publique». Il risque la peine de mort. Hier, devant les mêmes juges (à un militaire près), s'ouvrait son procès, dans la salle de la Cour d'Assises de Paris.

Les pêcheurs de Palavas-les-Flots contre la pollution

La fête de la mer à Palavas-les-Flots ne s'est pas déroulée comme prévu. La bénédiction des bateaux en mer, traditionnellement cérémonie à laquelle participaient les pêcheurs n'a pas eu lieu. Une douzaine de bateaux de pêche ont bloqué le port et empêché les embarcations individuelles de rejoindre au large l'escorteur «Le Frondeur» et l'endroit où la bénédiction traditionnelle a lieu.

Cette action était destinée à protester contre la pollution des eaux du Lez qui se jette à Palavas. La pollution de ce fleuve est due au fait que la ville de Montpellier y rejette des eaux domestiques non traitées.

Compte-rendu d'audience

Le procès d'Edmond Siméoni et de ses camarades avait été l'occasion pour la Cour de Sûreté de se fabriquer un masque «libéral», voire flatteur, adapté aux circonstances de ce procès, à l'espoir de la bourgeoisie française de se ménager une partie du mouvement autonomiste. Cette fois, le masque est tombé. Cacciari ne représente pas une force politique. Jusqu'à présent, la mobilisation en sa faveur reste faible. Aussi, si les acteurs sont les mêmes, le président David, l'avocat général Dowling-Carter, le ton n'est plus le même. Dès l'ouverture, le président attaque : «Vous n'étiez que sympathisant de l'ARC, vous étiez un suiveur, vous rendez-vous compte de ce que vous avez fait ?» A quoi sert donc d'interroger des témoins, si le président considère comme acquise la culpabilité de Cacciari ?

LA PAROLE À LA POLICE

Les premiers témoignages sont ceux de l'accusation :

deux commissaires, témoins depuis leur fenêtre des allées et venues d'une voiture, identifiée comme celle de Cacciari, et du tir dans une direction non précisée du conducteur de la voiture, qu'aucun d'eux ne reconnaît en Cacciari. L'avocat général en profite, se livrant à un véritable interrogatoire policier, essayant de faire se contredire Cacciari, qui, n'en restant qu'aux faits, parvient mal à se défendre.

C'est avec le témoignage du commissaire divisionnaire de Bastia, Gimier, responsable à ce titre des «opérations de maintien de l'ordre» qu'apparaît un des buts du procès : justifier la répression, faire oublier l'énorme provocation contre le peuple Corse en lutte, faire oublier les raisons de la colère corse. Minute par minute, le policier présente sa version des faits : «J'ai reçu des crachats, lorsque je suis allé notifier à Max Siméoni l'interdiction de l'ARC. J'ai immédiatement fait part de mes craintes pour la soirée au sous-préfet.

Deux compagnies de CRS, la 6 de Nice et la 30 de Metz ont été disposées près de la sous-préfecture». La provocation commençait, justifiée, selon le commissaire par le souvenir de l'attaque de la préfecture lors des manifestations anti-boues rouges, et de la nuit qui a suivi l'assaut de la ferme d'Aléria. Ce qui ne manque pas d'aplomb, car dans les deux cas, c'est aussi la répression qu'a connue le peuple Corse dans sa lutte. «A 22 h 20, la CRS 38 reçoit des projectiles, à 22 h 55, la CRS 30, puis la 6 reçoivent des projectiles». Cela fait déjà trois compagnies. «A 0 h 7, une patrouille reçoit un cocktail, nous décidons de faire circuler une patrouille lourde, autour de la place St Nicolas, pour prévenir les exactions et rassurer la population ! Au fond de la salle, où plusieurs dizaines de Corses sont rassemblées, on entend un grondement.

La défense essaye d'interroger le commissaire. Mais ce sont trois personnes qui répondent : le président,

l'avocat général, le commissaire. Ainsi lorsque M^e Stefanaggi demande si la présence de 500 CRS n'était pas une provocation, Gimier répond : «Ils étaient discrets !» Au fond de la salle, on proteste. Le président ironique intervient : «Vous ne saviez pas que faire de l'ordre, c'est péjoratif, et qu'on ne rend hommage aux forces de l'ordre que lorsqu'un brigadier est assassiné ?» Le commissaire : «C'est vrai, nous avons l'habitude d'être dénigrés...» Dowling-Carter, lançant un clin d'œil au commissaire : «Vous en entendrez bien d'autres, ici !» Ironie odieuse, mépris des masses, vérité sciemment déformée, tout y passe, suscitant l'indignation et la colère dans la salle.

86 témoins sont prévus, la majorité cités par la défense. Mais c'est avant tout sur la mobilisation pour défendre, au-delà de Cacciari lui-même la lutte populaire en Corse, qu'il faudra compter.

Eric BREHAT

INTERNATIONAL

COLLECTE DE MEDICAMENTS POUR LE PEUPLE SAHRAOUI



Une grande partie du peuple sahraoui vit dans des conditions effroyables. Après avoir quitté leurs villes pour échapper à l'invasion marocaine, ils ont été pourchassés dans les camps du désert (Amgalla, Tifariti, Oum Dreiga, Guelta) à coups de bombes au napalm, au phosphore, avec des mitrillages quotidiens. Pour poursuivre le combat, le Front POLISARIO a dû installer les femmes, les enfants, les vieillards dans des camps établis dans le Sahara algérien.

Dans la période actuelle, il fait quarante à cinquante degrés dans les régions où sont installés les camps (où vivent au moins cent mille personnes). Les enfants et les vieillards sont les premières victimes de la déshydratation. Dix mille enfants sont menacés de mort pendant les mois d'été. Les infections notamment tuberculose, polio, et diarrhées sont nombreuses, aggravées encore par la malnutrition et les difficultés respiratoires dues au sable.

Malgré ces conditions, le peuple sahraoui ne veut

pas céder. Il veut poursuivre le combat jusqu'à la victoire.

Pour cela, l'aide internationaliste et humanitaire la plus large est nécessaire : c'est elle qui aidera le Front POLISARIO à sauver la vie de milliers d'enfants, c'est elle qui contribuera à permettre au peuple sahraoui de maintenir l'indépendance de son combat telle qu'elle s'est affirmée depuis le début de la lutte armée.

Notre soutien doit être à la mesure de la détermination de tout un peuple. Le PCR appelle tous ceux qui peuvent se procurer des médicaments et de petits instruments chirurgicaux, d'en collecter la plus grande quantité possible. Le PCR appelle tous ceux qui ne peuvent se procurer des médicaments à collecter de l'argent pour en acheter.

Nous fournissons ici une liste de médicaments établie par «médecins sans frontières» qui revient d'une mission au Sahara. Cette liste doit être respectée pour faciliter la tâche des assistants sanitaires sahraouis qui apprennent à utiliser ces

médicaments à l'exclusion de tout autres.

Pour les envois de médicaments et d'argent, ainsi que pour toute pro-

position d'aide, s'adresser au Quotidien du Peuple qui transmettra. QdP BP 225 75 924 Paris Cédex 19

Liste des médicaments

- Antibiotiques :**
 Pénicilline G injectable
 Oracilline
 Extencilline
 Ampicilline injectable et per os
 Terramycine pédiatrique
 Vitamines C (per os et injectable) D
 Polyvitamines pour enfants type alvityl
 Laits maternisés, farines et jus de fruits
 Intétrix
 Sulfaguandine
 Parégoric
 Triacyl au caroube en granulé
 Elonac ou Aroban
Antitussifs et expectorants : Codéine, Codéthylène,
 Sirops pectoral
 Théophylline - Théralène
 Bismuth
 Bicarbonate de Sodium
 Calcium injectable
 Sérum salé isotonique)
 Sérum salé hypertonique (Flacons de 250 cc
 Sérum glucosé isotonique) 500 cc
 Cl K injectable
 Pommade ophtalmique : auréomycine - collyre au
 Biocidan - collyre à la Tifomycine
 Buscopan
 Aspirine
 Xylocaine à 1 %

INTERNATIONAL

LA SYRIE LANCE SES CHARS CONTRE TALL ZAATAR

Suite de la une

Les troupes syriennes ont tiré sur les renforts et une bataille s'est engagée avec elles aux alentours du camp. Les troupes syriennes participent aussi aux bombardements du camp depuis que les forces réactionnaires ont commencé à s'essouffler. L'acharnement des forces liées à l'impérialisme (les réactionnaires libanais et le régime syrien) à frapper Tall Zaatar, vise à la partition du Liban.

La victoire des forces patriotiques dans la bataille de Tall Zaatar empêchera tout plan impérialiste de passer à l'heure actuelle. Ce sera un pas de plus vers la voie de la libération de la Palestine. Les forces patriotiques seront en mesure de menacer directement l'existence de cet Etat raciste qu'est l'Etat israélien.

Si les forces patriotiques sont obligées de laisser Tall Zaatar, une nouvelle phase de la lutte va commencer pour la Révolution Palestinienne et le mouvement patriotique libanais. Elles déclencheront une guerre générale au Liban, continueront à organiser les masses en vue de détruire par la lutte prolongée populaire, les Etats fantoches de la région (Israël et l'Etat phalangiste) et de lutter par tous les moyens contre les régimes arabes liés à l'impérialisme. Ce qui est certain, c'est que malgré l'attaque généralisée des réactionnaires de la région contre la Révolution Palestinienne, celle-ci ne sera pas détruite, soutenue par la majorité du peuple libanais et des peuples arabes, sa lutte continue vers son but : la libération de la Palestine.

Yomna El Khalil

Abou Ayad : «NOUS MÈNERONS UNE LUTTE POPULAIRE PROLONGÉE»

Abou Ayad, membre du Comité Central du FATH a fait les déclarations suivantes au cours d'une conférence de presse à Beyrouth le samedi soir :

«Il y avait un plan syrien pour frapper Tall Zaatar... Aussi notre bataille sera-t-elle

désormais contre le régime syrien... Je fais assumer au président Assad personnellement la responsabilité de tout ce qui arrivera à Tall Zaatar».

Parlant de la bataille qui se déroule actuellement à Tall Zaatar, Abou Ayad a déclaré

que la prise de ce camp par les forces réactionnaires «rayerait définitivement du vocabulaire de la Résistance et du mouvement national libanais les termes de cessez-le-feu et de dialogue politique. Nous transformerons le Liban en un nouveau Vietnam et mènerons une lutte populaire prolongée».

Au sujet des pays arabes, Abou Ayad a déclaré : «Je ne peux pas croire que les forces arabes de sécurité ne peuvent pas arrêter l'assaut contre Tall Zaatar. Faisons face au grand complot dont le régime syrien est l'exécutant. Il y a une collusion arabe certaine, sinon au cours des quinze mois, du moins au cours des douze derniers jours. Si Tall Zaatar tombe, beaucoup de régimes arabes tomberont».

D'autre part, le FATH a accusé la Syrie dans un communiqué publié au Caire «d'intervenir directement dans la bataille de Tall Zaatar aux côtés des forces conservatrices et d'avoir engagé dans la bataille une brigade d'infanterie appuyée par une trentaine de chars».



Les régimes arabes complices

L'attitude de la plupart des régimes arabes sur l'attaque du camp de Tall Zaatar rappelle celle qu'ils ont adoptée lors du massacre de septembre 70, quand le roi Hussein de Jordanie avait lancé son attaque contre la Résistance. Chaque régime fait en paroles la surenchère sur le degré de leur attachement à la cause palestinienne. Aucun d'eux n'a pris des mesures concrètes de soutien aux résistants de Tall Zaatar alors que tous ont les moyens de le faire. A quoi cela sert-il d'envoyer plu-

sieurs dizaines d'unités de l'armée irakienne à la frontière syro-irakienne si elles ne font rien de concret qui puisse amener le régime syrien à reculer ? Que font les forces arabes venues au Liban ? Elles veulent établir un cessez-le-feu. Attendent-elles la chute de Tall Zaatar pour le faire, consacrant à ce moment la partition du Liban ? Quelles mesures a prises la Ligue Arabe pour faire reculer le régime syrien ? Aucune. Ce silence en fait de tous les régimes arabes montre leur accord

pour l'écrasement de la Révolution Palestinienne et de toutes les forces patriotiques arabes.

Si c'est le régime syrien qui accomplit cette besogne et pas un autre régime, c'est qu'il a l'armement nécessaire, il a des frontières communes avec le Liban et que cela est l'exigence de l'impérialisme américain et du sionisme car dans le nouveau plan impérialiste, la Syrie est amenée à jouer le rôle principal.

Espagne

Après la nomination de Suarez : L'OLIGARCHIE FASCISTE POURSUIT LA POLITIQUE D'OUVERTURE

Le nouveau premier ministre est «partisan du pluralisme et de la participation... de la présence nécessaire de la gauche» a annoncé la télévision espagnole, dimanche soir en présentant Suarez, le chef de la Phalange, nommé en remplacement d'Arias Navarro. Cela confirme une chose : l'arrivée de la Phalange au gouvernement ne signifie pas le retour en force du Bunker, ce ne sont pas les contradictions entre les vétérans du franquisme et les libéraux qui déterminent la situation politique en Espagne.

Toute la politique de l'oligarchie fasciste est de trouver les moyens de réaliser une ouverture, une pseudo-démocratie, pour maintenir sa domination.

Suarez s'est illustré récemment : les Cortes ont rejeté très violemment sa proposition qu'il avait faite en tant que ministre du mouvement de liquider le Conseil de la Phalange. La nomination du gouvernement fixera les contours politiques exacts de cette nouvelle phase. Fraga Iribarne et Motrico, les deux fascistes les plus «libéraux» du gouvernement actuel ont fait savoir qu'ils n'y participeraient pas.

Sous leur direction, le libéralisme s'est traduit d'abord par une répression violente, que le même Fraga qui se répandait en déclaration sur la démocratisation dirigeait activement en tant que ministre de l'intérieur. Pour les manifestants de Madrid de Vitoria et de Barcelone, pour les prisonniers politiques le nouveau gouvernement, la nouvelle phase de la réforme du fascisme ne modifiera en rien cette situation : ils sont soumis à la même politique terroriste, fondamentalement, que sous Franco.

Ce qui a changé, c'est que cette terreur est impuissante à étrangler la révolte des masses, qu'elle est impuissante à empêcher les manifestations de se développer. C'est pourquoi l'oligarchie essaie de mettre en place des institutions nouvelles dans l'espoir qu'elles canaliseront le mouvement de masse. C'est pourquoi aujourd'hui on n'assiste pas à un retour en force du franquisme «pur et dur». L'oligarchie fasciste est dans une impasse pour maintenir son pouvoir, en faisant face au mouvement de masse.

G. CARRAT

• O.U.A.

Le Conseil des Ministres de l'Organisation de l'Unité Africaine, réunie à l'île Maurice, a adopté samedi une résolution sur la question du Sahara. Cette résolution adoptée à la majorité réaffirme le droit

inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance. Elle exige le retrait immédiat de toutes les forces d'occupation étrangères et le respect de l'intégrité territoriale du Sahara.

APRES L'ACTE DE PIRATERIE D'ISRAEL EN OUGANDA

HYSTÉRIE SIONISTE

Toute la journée d'hier, la radio donne le ton : «Israël a remporté une grande victoire contre le terrorisme, maintenant les «Palestiniens extrémistes» sont isolés», car bien sûr, on continue à nous bourrer le crâne en affirmant que les détournements de la nature politique et la nationalité restent indéterminées sont des Palestiniens, tout en faisant silence sur Tall Zaatar !

Le Figaro utilise la justification classique du sionisme par les persécutions des nazis avec cette phrase délirante : «Il était insupportable de voir des nazis gauchistes allemands sélectionner des juifs comme au temps d'Hitler». Alors que les témoignages des otages sont contradictoires à ce sujet, il titre «Idi Amine complice des terroristes».

Quant à l'Aurore, qui titre, «Il a fait d'armes éclatant du

commando israélien», on peut lui décerner la palme de l'hystérie sioniste. L'éditorialiste, Roland Faure entonne un véritable hymne à ce qui lui apparaît comme une victoire de l'«Occident» sur les peuples du monde. «Ils ont osé. Ils ont réussi. Le fait d'armes stupéfiant accompli par les Israéliens réunit toutes les qualités que l'on prête aux héros modernes : l'imagination, l'audace, le courage, l'efficacité». Quel courage en effet, d'atterrir par surprise sur un aéroport qu'on connaît (puisqu'ils les sionistes l'ont construit), quelle audace de massacrer les soldats ougandais qui attendaient une mission civile «humanitaire» !

Faure continue : «Ce qui compte pour le monde civilisé, c'est, à la faveur de cet exemple d'accroître sa détermination à déjouer les calculs

et les pièges du terrorisme». Comme on voit bien poindre à travers ce discours haineux les vieilles rancunes du nostalgique de l'OAS satisfait par sioniste interposé !

D'autres sont plus nuancés, ou moins francs. Ainsi, l'Humanité trouve que les sionistes y sont quand même allés un peu forts. Soucieux de l'avenir de l'Etat d'Israël, l'Humanité qui titre «otages libérés», lui donne des conseils : «Il est fort probable qu'à l'heure du bilan politique Israël et la paix y auront perdu. Pour rompre le cycle de la violence, la force doit-elle l'emporter sur le droit ?» De même, le Parisien Libéré appelle les sionistes à la prudence : «Ce genre de commando aura des imitateurs. Israël n'est pas à l'abri des surprises... toute idée de sécurité collective s'évanouira».

Ainsi, la presse qui avait systématiquement préparé l'opinion à cet acte de piraterie en reprenant tous les mensonges de la presse sioniste, est-elle unanime à célébrer sous le nom d'héroïque victoire, cette lâche agression.

Le terrorisme armé d'une mitraillette et de grenades est pour elle un criminel, mais le terrorisme pratiqué avec de grands moyens par un Etat impérialiste trouve toujours grâce à ses yeux, il devient même acte d'héroïsme. Car c'est bien d'une logique impérialiste qu'il s'agit : c'est le droit donné à Israël aujourd'hui, aux racistes d'Afrique du Sud, à tout «pays civilisé» de commettre n'importe quelle agression sous prétexte de «lutte contre le terrorisme».

RÉACTIONS INTERNATIONALES

Les sionistes ont reçu les félicitations de Ford, de Brandt et des principaux dirigeants allemands. Amin Dada et l'OUA ont demandé la réunion du Conseil de Sécurité qui devrait se réunir aujourd'hui ou demain. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU a condamné l'intervention sioniste. Quant au gouvernement français, il n'a toujours pas fait de déclaration officielle.

Et le commando ?

Le commando qui a détourné l'avion et que la presse s'est obstinée à qualifier de «palestinien» et à rattacher au FPLP, qu'est-il devenu ? Il semble que certains de ses membres étaient allemands. D'après certaines sources, ils auraient été tués, selon d'autres, faits prisonniers. Aucun témoignage ne donne quoi que ce soit de précis sur l'affrontement des troupes sionistes et de ce commando. Le dénouement de cette affaire, qualifiée dès le début de «suspecte» par la Résistance Palestinienne ne permet pas de tirer les choses au clair.

INTERNATIONAL

République Populaire de Corée KIM IL SUNG : "L'IMPERIALISME US PREPARE LA GUERRE"

«Actuellement, les impérialistes américains nous menacent gravement de guerre», déclare le président de la République Populaire de Corée, Kim Il Sung. En effet, l'impérialisme US augmente considérablement les armes, munitions et missiles qu'il met à la disposition du gouvernement fantoche de Corée du Sud depuis quelques mois. Comment s'explique cette politique agressive ?

Il y a 26 ans, l'impérialisme américain déclenchait une guerre d'agression contre la Corée. En 1945, la Corée s'était libérée de l'occupation japonaise en comptant principalement sur ses propres forces.

Les États-Unis, chargés par les accords de Potsdam de ramasser les troupes japonaises au Sud du 38° parallèle, en profitèrent pour installer Syngman Rhee, un dictateur à leur solde, tandis que la République Populaire de Corée était proclamée au Nord.

Le 25 juin 1950, Rhee attaque le Nord de la Corée, les troupes US interviennent sous couvert de l'ONU.

En 1953, après trois ans de guerre acharnée où les troupes de la République Populaire, aidées par les volontaires chinois remportent des succès décisifs, les États-Unis doivent signer un armistice, mais ils installent des troupes et des bases en permanence.

Le 4 juillet 1972, au moment où à la suite des coups qui lui ont été portés par les peuples d'Indochine, l'impérialisme commençait son désengagement d'Asie du Sud-Est, une proclamation commune des deux parties affirmait l'unité de la nation coréenne et la possibilité d'une réunification pacifique, à la suite d'un appel du président de la République Populaire de Corée, Kim Il Sung. En fait, le régime dictatorial de Park Chung Hee a saboté ce processus de réunification et, sous prétexte de «lutte contre la pénétration du Nord» a fait régner la terreur contre l'opposition démocratique, les intellectuels et la classe ouvrière (suppression de tous droits démocratiques, tortures, assassinats, exécutions, enlèvements).

En novembre 75, une résolution de l'ONU réclamait le départ des troupes américaines. Les États-Unis ont refusé de l'appliquer. Si l'impérialisme US s'accroche ainsi à la Corée, c'est qu'il y a une concurrence acharnée des superpuissances dans cette partie de l'Asie du Sud-Est. L'URSS social-impérialiste veut y étendre son influence : sa flotte est très active en mer du Japon, elle implante des bases de missiles dans les îles du Japon qu'elle a annexées. L'URSS exerce des pressions économiques sur la République populaire de Corée qui s'oppose à l'hégémonie social-impérialiste. En même temps, l'URSS n'a pas hésité à

prendre des contacts avec le régime de Park, prêt à se vendre au plus offrant (délégations sportives en 73 et 75). La République populaire de Corée a dénoncé ces manœuvres à plusieurs reprises.

L'impérialisme français n'a pas été le dernier à soutenir le régime dictatorial de Séoul. C'est avec lui qu'il entretient des relations diplomatiques, alors qu'il a toujours refusé de reconnaître la République Populaire de Corée.

De plus, non content d'y encourager de nombreux investissements, le gouvernement de Giscard s'est engagé à vendre en 75 une usine de retraitement de combustibles nucléaires. Bien sûr, il a soutenu que c'était pour une utilisation pacifique, comme pour l'Afrique du Sud aujourd'hui, alors que le dictateur Park avait affirmé trois mois avant qu'il voulait se doter d'une force nucléaire !

Aujourd'hui, pour faire face à la pénétration du social-impérialisme dans cette région du monde et à la volonté d'indépendance du peuple coréen du Nord et du Sud, l'impérialisme US, loin de se «désengager» en Corée, s'im-



Aéroport de Séoul, capitale de la Corée du Sud : les bombes US fraîchement livrées.

plante l'avantage. Faisant courir le bruit d'une invasion du Nord, il se livre à d'importants préparatifs de guerre, installant des bases de missiles, introduisant des bombardiers et des milliers de tonnes de munitions venant de ses bases au Japon. Le peuple

coréen, soutenu par les peuples du monde, avec la Chine au premier rang, dénonce ces menaces de guerre, exige l'arrêt de la répression au Sud et l'ouverture de discussions en vue de la réunification pacifique, seule solution du problème de Corée.

La clique de Park contre le peuple coréen et contre les peuples

Depuis 1972, suppression totale des libertés démocratiques, enlèvement au Japon du leader de l'opposition en 1973, huit membres de l'opposition démocratique pendus en 1975. La police politique, la CIA pratique des enlèvements d'opposants dans le monde entier, torture, assassine.

La clique de Park Chung Hee avait envoyé des troupes au service de l'impérialisme US au Vietnam et au Cambodge. Aujourd'hui, elle envoie des «conseillers» au Maroc pour réprimer la lutte du peuple sahraoui et en Afrique du Sud.

Vietnam : PREMIER GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE

L'Assemblée Nationale de la République Socialiste du Vietnam a terminé samedi sa première session après avoir désigné les trente-six ministres du gouvernement. Ce gouvernement est présidé par Pham Van Dong. Madame Nguyen Thi Binh, ancien ministre du GRP devient ministre de l'Éducation Nationale, le général Giap est ministre de la Défense.

A l'Assemblée Nationale, Nguyen Huu Tho, ancien président du GRP et vice-président de la République avait traité du pouvoir populaire, du «droit de maître» du peuple : «Le régime de maître collectif, à mon avis, est totalement opposé comme le feu et

l'eau, à la bureaucratie et à l'autoritarisme. Dans l'avenir comme dans le passé, personne ne peut remplacer les masses dans la tâche de changement de la vie, dans l'élimination de l'ancien et la formation du nouveau. La révolution socialiste ne remportera la victoire que grâce à la volonté créatrice de dizaines de millions de personnes. Comme tout le monde le sait, la paralysie de la capacité de penser, le refus de voir que de nouveaux problèmes apparaissent et se développent, l'attitude dédaigneuse à l'égard des masses, le fait de donner des ordres plutôt que d'écouter les autres ne peuvent que causer des pertes graves».

Mexique

UN NOUVEAU PRESIDENT

Les élections qui se sont déroulées dimanche au Mexique ont vu l'élection du seul candidat présenté : Lopez Portillo, ministre des finances du gouvernement d'Echevarria, le président sortant. C'est le même parti qui est à la tête de l'État depuis plus de cinquante ans.

«Le président Echevarria a inauguré certaines voies, il m'incombera de consolider ce qu'il a fait» déclare le nouveau président. Le Mexique proche voisin des États-Unis, après avoir subi tout le poids de la domination impérialiste a largement contribué à la battre en brèche dans les dernières années : notamment dans la dernière période, il a refusé de se rendre à Santiago du Chili, il a pris, dans les réunions internationales, fermement position dans le camp du Tiers-Monde. C'est cette politique que Portillo compte poursuivre.

QUELLES RÉFORMES

Il y a quelques mois seulement, la police tuait six paysans qui occupaient des terres de grands propriétaires. Dans les villes, une proportion importante de la population vit dans les bidonvilles. La proportion ville-campagne s'est renversée : en 1900, 80 % de la population vivait dans les

campagnes, aujourd'hui 80 % de la population vit dans les villes, subissant un chômage important ; dans une forte proportion, ils sont des «marginiaux», des sans travail. «Nous devons prendre des mesures adéquates» dit le nouveau président. Quelles seront-elles ? Jusqu'à présent, la révolte liée à cette situation entraînait la plus violente répression. Quelles seront les mesures de Portillo lorsqu'il prendra son poste le 1^{er} décembre prochain ? «Il faut des salaires plus justes, appliquer la réforme fiscale, réajuster les prix agricoles et accélérer la réforme agraire... ce qui est primordial pour assurer la stabilité politique». Portillo veut mettre en œuvre un programme qui assure aux 10 % de la population qui dispose de la moitié du produit national, leur maintien au pouvoir. Ses réformes risquent fort de s'accompagner d'une répression violente comme depuis des années il en existe au Mexique.

LE PCI A LA PRÉSIDENTIE DE LA CHAMBRE

Institutionnalisation du parti révisionniste

C'est un député du PCI qui sera président de la Chambre en Italie, tandis qu'un démocrate-chrétien présidera le Sénat. C'est le résultat d'une «concertation» pour se répar-

tir les postes entre tous les partis, à l'exception du MSI néo-fasciste.

L'attribution de ce poste est la suite logique de la bipolarisation qui a marqué les dernières élections : redressement de la démocratie-chrétienne et montée du PCI. La présidence de la Chambre n'est pas qu'un poste honorifique, c'est le début d'une «institutionnalisation» du parti révisionniste. Il ne s'agit pas du «compromis historique» proposé depuis longtemps par le parti de Berlinguer : (c'était une formule de gouvernement d'union nationale associant tous les partis «démocratiques» avec une place privilégiée donnée à l'alliance DC-PCI), mais c'est la reconnaissance du PCI comme «force responsable et représentative». La bourgeoisie italienne n'admet pas encore les révisionnistes au gouvernement, car elle n'estime pas encore avoir besoin d'eux pour gérer la crise actuel-

lement ; de plus, les déclarations d'indépendance par rapport à l'URSS de Berlinguer n'ont pas convaincu l'impérialisme US qui continue à faire pression sur la bourgeoisie italienne pour qu'elle n'admette pas dans le gouvernement d'un pays membre de l'OTAN des ministres liés plus ou moins au social-impérialisme.

Cette mesure marque donc la continuation de l'«statu quo», la reconnaissance d'une certaine place au PCI qui peut aller jusqu'à la discussion d'un programme minimum qu'il soutiendrait (formule proposée par certains membres de la démocratie chrétienne), mais le compromis historique est pour le moment exclu. Reste à savoir combien de temps un gouvernement démocrate-chrétien ou centriste pourra gérer la crise et faire face aux luttes des travailleurs qui se développent sans faire appel plus nettement à la caution des révisionnistes.

• HONGRIE :
A partir d'hier, une série de hausses des prix est entrée en vigueur : 30 % pour la viande et la charcuterie, 20 % pour les volailles, 30 % pour le poisson.

• PÉROU :
Alors que la grève des transports se poursuit, le gouvernement a pris de nouvelles mesures de répression : arrestation d'au moins trois cents personnes, principalement des militants révolutionnaires qui seront jugés par des tribunaux militaires, suspension des douze principaux journaux.

63^e TOUR DE FRANCE



L'Alpe d'Huez - Montgenèvre

MAILLOT JAUNE ET LANTERNE ROUGE

Dans le tour de France, il arrive que les extrêmes se rejoignent. Si on chante les louanges du vainqueur, on admet les mérites du dernier. C'est devenu une tradition dans le Tour, le maillot jaune et la lanterne rouge sont amenés à poser ensemble pour la photo souvenir. L'année dernière le dernier s'appelait Jacques Boulas, il accusait à l'arrivée aux Champs Elysées, un retard de trois heures trente et une minute vingt et une seconde soit approximativement le temps consacré à une étape de cent cinquante kilomètres. C'est-à-dire qu'il est le coureur qui est resté le plus d'heures en selle dans le Tour. Terminer lanterne rouge est un art, car c'est une place très prisée par les coureurs. Comme l'explique Boulas : «En terminant 40^e ou même 20^e du Tour, je serais passé inaperçu. Classé dernier, j'ai bonne presse et je suis sollicité par les organisateurs des critères d'après Tour. Après le dernier Tour de France, j'ai honoré

trente neuf contrats. Oh pas mirobolants ! Sept cents francs pour chaque. Il y a bien sûr, des frais à déduire. Mais tout compte fait, je ne me plains pas...»

Comment devient-on lanterne rouge ?

«Dans le courant de la deuxième étape Roméro, le leader de l'équipe a fait une chute. Je l'ai attendu, normal, j'ai perdu dix huit minutes et je me suis retrouvé 138^e et dernier du classement général...»

Pourtant, dans un premier temps, Boulas s'évertua à améliorer son classement. Comme il s'exprime mieux dans la montagne que sur les routes planes, il profita des terrains plus accidentés, aux reliefs plus prononcés pour entreprendre sa remontée.

«Seulement voilà, tous ceux que j'ai dépassés ont abandonné ou furent éliminés les jours suivants.»

Jacques finit par se faire à l'idée de lire son nom au bas de l'affiche et jamais, au

grand jamais, il ne termina dernier d'une étape. C'était une sorte de point d'honneur auquel il tenait.

Il s'est toujours soustrait au danger de l'élimination, il disposait pour ce faire, d'une technique infailible. Ayant été à l'école jusqu'à dix huit ans, il se destinait à la comptabilité, et il mit à profit ses connaissances en maths pour calculer les délais de temps par rapport à celui réalisé par le vainqueur pour être admis à reprendre le départ le lendemain.

«Dans les étapes difficiles, je calquais ma course sur celle de l'homme au maillot vert ! Je savais que Van Linden disposerait des services de ses coéquipiers, lesquels se mettraient en quatre pour le ramener à point nommé...»

Et Boulas, d'apporter cette précision.

«Lorsque j'avais fait mon travail d'équipier, je me trouvais éjecté du peloton, et je retombais dans le second groupe, parfois le troisième ou le quatrième. Seulement

jamais une fois, je n'ai vu la voiture balai dans les parages.»

Dans ce 63^e Tour de France, Boulas ne voulait pas terminer dernier : «Dernier deux fois de suite, ça ne serait pas bon, je voudrais un jour ou l'autre participer à une belle échappée pour bien montrer que je sais faire autre chose.»

Partout dans ce Tour, Jacques était bien parti pour ramener une nouvelle fois à Paris la lanterne rouge. Au cours de l'étape, Le Touquet-Bornem, il avait gagné la dernière place au général. Mais lors de l'étape du lendemain, Louvain-Verviers, il devait être éliminé, étant arrivé hors des délais.

D'une année sur l'autre, serait-il devenu moins bon en maths ! En tout cas, le malheur des uns fait le bonheur des autres, son coéquipier Fin Henri Paul est la nouvelle lanterne rouge. Il en jubile d'avance «En plus, avec mon nom vous pensez !»

Alain DESAVE

ZOETEMELK RÉCIDIVE

Cette deuxième étape alpestre a confirmé le retour en forme du hollandais Zoetemelk. Deux victoires d'étapes en deux jours. Lui, le suceur de roules qui se contentait de suivre les meilleurs, se met à devenir un gagneur.

Après avoir collectionné les places d'honneur (2^e en 70 et 71, 4^e en 73 et 75, 5^e en 72). Le Tour 76 sera-t-il celui de la consécration ? Il faudra sûrement atteindre les Pyrénées pour être fixé. Cette étape a été pratiquement la répétition de celle de la veille, l'ascension de l'Izoard, à 34 km de l'arrivée tout comme celle du Luitel avant hier, n'a pas provoqué la décision. C'est Van Impe qui est passé premier au sommet précédant le peloton des principaux favoris. Dans la descente de l'Izoard, le jeune espoir italien, Baronchelli, très bon descendeur,

prenait 40 secondes d'avance, mais au bas de la montée sur Montgenèvre, les prétendants à la victoire d'étape se retrouvaient ensemble. On s'attendait à ce que le maillot jaune, Van Impe, prenne sa revanche de l'Alpe d'Huez. Pourtant une fois de plus, Zoetemelk s'affirmait meilleur finisseur et prenait une seconde à Thévenet qui semble s'être repris et à Van Impe qui conserve le paletot jaune pour une miette de seconde. Aujourd'hui, la troisième étape des Alpes Montgenèvre - Manosque (224 km) ne devrait pas modifier le classement général (les trois principales difficultés de la journée ne sont que des côtes de troisième catégorie). Il ne serait donc pas étonnant de voir réapparaître le belge Maertens qui a cédé sa troisième place au général à Poulidor, toujours égal à lui-même.

CLASSEMENT DE L'ÉTAPE

- 1 - Zoetemelk
- 2 - Thévenet à 1''
- 3 - Van Impe - même temps
- 4 - Galdos
- 5 - Bertoglio
- 6 - Poulidor à 13''

CLASSEMENT GÉNÉRAL

- 1 - Van Impe
- 2 - Zoetemelk à 7''
- 3 - Poulidor à 1'36''
- 4 - Thévenet à 1'48''

QUELLES VACANCES ?

A L'USINE, QUAND ON PARLE DE VACANCES...

Dans cette usine de bonnetterie de Troyes, la chaleur rend parfois intolérable le travail. «Dans le département teinture, la température dépassait 40° ; on avait un thermomètre enregistreur, mais comme par hasard, il a disparu une heure avant que des journalistes viennent visiter l'usine : la direction leur faisait admirer nos conditions de travail ultra-modernes !»

Alors à la pause, on se met à parler vacances.

CEUX QUI NE PARTIRONT PAS

En fait, beaucoup d'ouvriers et d'ouvrières ne partiront pas. Un jeune ouvrier : «Il n'y a pas assez longtemps que je travaille à l'usine, alors je n'ai pas de congés payés.»

Une ouvrière de 35 ans, qui comme beaucoup de ses collègues s'est déjà usée la colonne vertébrale à se pencher sur sa machine à coudre : «Avant, on faisait du camping ; mais avec mon arthrose, ce n'est plus possible. Je

ne peux plus dormir sur un lit de camp. L'hôtel, ou une villa louée, c'est trop cher. Alors on reste». Cette autre ouvrière : «Ma mère vit avec nous ; comme elle est fatiguée, on ne peut pas l'emmener loin, et on n'a rien trouvé de près à bon marché. On a bien besoin de se reposer, pourtant on ne pourra même pas : notre HLM donne sur le boulevard, avec le bruit et la chaleur, on ne peut pas dormir». Pour tous, si on ne part pas, c'est parce que c'est trop cher. «Après toute une année à se tuer à travailler aux pièces, ça fait mal au cœur.»

Comment vont se passer les vacances pour ces nombreux ouvriers qui ne partent pas ? «On va bricoler la maison, repeindre la salle à manger ; de temps en temps, on remontera la Seine sur quelques dizaines de kilomètres pour pêcher et se baigner». D'autres jardineront. «J'emmènerai les enfants chez la belle mère, à 50 km d'ici ; mais quelques jours seulement parce que ça la fatigue.»

DANS LA FAMILLE, EN CHAMPAGNE...

Pour partir, c'est chaque année un peu plus dur : location, hôtels, places de camping grimpent aussi vite que les autres prix, et l'alimentation est plus chère dans les zones de tourisme. Pourtant, les vacances sont tellement nécessaires que plusieurs disent : «On se serrera la ceinture deux mois, trois mois s'il le faut, mais on partira !» La plupart de ceux qui partent iront dans la famille. En effet beaucoup d'ouvriers sont de familles de paysans de la Champagne. D'autres iront chez des amis : «On a des amis retraités qui ont acheté une petite maison en Dordogne, ils nous ont invités.»

Beaucoup d'autres iront dans un camping en Bretagne ou en Vendée : «Ce n'est pas trop cher, et pas trop boudé : l'année dernière, on a eu un carré de cinq mètres sur cinq.»

«L'année dernière, on avait loué une petite villa, mais cette année on n'a

plus les moyens, c'est trop cher.»

«PLUS FATIGANT QUE CHEZ SOI...»

Mais d'autres n'aiment pas les vacances telles qu'ils les passent : «Il y a encore le souci des repas, et c'est encore plus fatigant que chez soi : ce n'est vraiment pas des vacances. Et là où on était l'année dernière, c'est aussi bruyant que chez nous». Alors quand on veut quand même partir, on fait des économies

pour aller en pension de famille ou même à l'hôtel. «Nous, on aime bien voyager ; alors, on va faire un circuit en Bretagne, en couchant dans des hôtels. Pour ma femme, c'est vraiment du repos.»

D'autres même, des couples surtout, partiront en voyage organisé : «Nous n'avons plus d'enfant à la maison : alors on en profite, on voit du pays. Bien sûr c'est un peu cher, mais on n'a pas à s'occuper du ménage, des repas.»

Oh, on ne part pas bien

loin, ni bien longtemps : 4 jours dans les Gorges du Tarn, 6 jours dans la vallée du Rhin...

Mais qu'on parte ou qu'on ne parte pas, l'impression dominante, c'est que les vacances qu'on peut s'offrir sont à peine suffisantes pour «récupérer...» et de toute manière, la rentrée sera pénible.

Passé un de ces cadres éternellement bronzés : «Celui-là, il n'a pas ces problèmes-là ; il a toujours l'air de rentrer de vacances et d'y repartir.»

CAMP

DE LOISIRS POPULAIRES de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire

DANS LE GERS DU 14 AU 29 AOÛT 1976
camps de toiles, marabouts...



VIE DU JOURNAL

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ABONNEZ VOUS

9 mois déjà, 9 mois où le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, s'est transformé progressivement grâce à l'aide, aux critiques, aux suggestions des lecteurs. De l'avis de tous ceux qui nous écrivent, le Quotidien du Peuple correspond mieux à l'arme dont on a besoin et il faut continuer dans la voie engagée. Poursuivre cette voie, c'est préparer déjà la rentrée, emmagasiner de nouveaux reportages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner nos bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied... Pour cela, nous devons renouveler l'avance financière qui avait été acquise au lancement du Quotidien du Peuple et a permis de le sortir

régulièrement cette année. Il ne saurait y avoir d'amélioration de notre journal sans disposer de cette avance financière.

C'est le sens de la campagne d'abonnements exceptionnels que nous lançons aujourd'hui. Nous demandons aux camarades qui lisent le Quotidien du Peuple et le soutiennent, au lieu de l'acheter dans les kiosques, de s'abonner directement pour un an au journal, ce qui nous permettra d'accumuler l'avance dont nous avons besoin, tout en renouvelant notre réseau de lecteurs, en kiosques. Une édition spéciale pour les abonnés de province sera tirée en avance sur

l'édition normale, pour que le journal arrive dans les temps, visant par là à remédier à certains retards signalés dans la dernière période par quelques abonnés. Le prix de l'abonnement peut être versé en trois envois de 100 F à un mois d'intervalle chacun. La formule d'abonnés-amis du Quotidien du Peuple, que nous proposons, vise à resserrer les liens entre les lecteurs et leur journal. La possession de la carte d'abonné-ami du Quotidien qui va être imprimée, n'entraîne pas la seule réception régulière du Quotidien du Peuple, mais permet aux lecteurs de disposer de plusieurs autres avantages. (La formule sera complétée au fur et à mesure).

► Au choix, l'abonnement à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine
- La Chine en construction

► Au choix un livre ou un disque :

- *Parmi les livres :
- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
 - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
 - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et La-brousse

*Parmi les disques :

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Intercommunal Free Dance Orchestra) ou

(Dansons avec les travailleurs immigrés)



- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle, ou le dernier disque paru)

► Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple) vous obtiendrez une réduction :

- de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
«Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
Etc...

- de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

► Réception de la Brochure Programme et Statuts, issus du 2^e Congrès du PCRmi

► Sur présentation de la carte «Abonné-ami du Quotidien du Peuple», entrée gratuite aux fêtes et galas du PCRmi, et de l'UCJR, au ciné-club «Printemps» à Paris.

NOM
Prénom
Adresse
Ville (indiquer le code postal complet)

Abonnement normal..... 300 F
Abonnement de soutien..... 500 F

Mode de Versement :
- En une fois
- En trois fois.....



- Un disque de Carlos Andreou (Un peuple en lutte : Espagne)



TEXTES et DOCUMENTS
issus du
DEUXIEME CONGRES
(juin 1976)



**PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE**
marxiste-leniniste



front rouge
ORGANE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE (marxiste-léniniste)



Immigre en France
N° RENOUVELLE 5888 - FRANCIS - JUIN - JUILLET 76
Passez vos commandes à Front Rouge
BP 68 75019 Paris - CCP 31 191 14 La Source
5 F

**SOIRÉE DE SOUTIEN AU COMITÉ
DE ROUX ET COLOMB**

Vendredi 9 juillet 1976 à 20 h 00

- Programme :
- Yvan Dotan
 - Le groupe de Rock : Soho
 - Le percussionniste : Martin
 - Le groupe de rock : Sticky-Toys

Prix des places : 15 F
Adresse :
32, rue Olivier Noyer - Paris 14^e - Métro Alesia

Comité de soutien
Roux et Colomb



**TÉLÉPHONEZ
AU
QUOTIDIEN
208 65 61
DE 9 H A 17 H**

Le Quotidien du Peuple - Publication du PCRmi
Adresse Postale : BP 225 - 75924 Paris - Cedex 19
CCP n°23 132 48 F Paris
Directeur de Publication : Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris - Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

BLOC-NOTES

SANTÉ

LES COUPS DE SOLEIL

Le soleil à petite dose est bénéfique et même indispensable pour la santé, il est par contre dangereux lorsqu'on s'expose à lui de manière prolongée.

LES BIENFAITS DU SOLEIL

Par les réserves de vitamines D que l'on acquiert (action des ultra-violetts au niveau de la peau), le soleil nous aide dans la lutte contre les infections au cours de l'automne et de l'hiver suivants.

Pour ceux qui ont de l'acné, des «points noirs» (pores de la peau bouchés ou comédons) le soleil est un bon remède : il dilate les pores, fait s'évacuer les comédons, assèchent les sécrétions grasses au niveau de la peau.

Ces effets positifs ne se manifestent que lors d'une exposition faible et peu prolongée au soleil. Si on augmente la dose, divers ennuis apparaissent :

LE DANGER DE L'EXPOSITION AU SOLEIL

On a lancé la mode des

hommes et femmes bronzés «à point» ce qui permet de placer depuis quelques années force attirail de bronzage en passant par la lampe à bronzer, les crèmes solaires, les laits, les lunettes...

La course au bronzage, c'est la course à l'individualisme, au narcissisme (il faut voir certains se précipiter tous les soirs devant la glace pour confirmer l'avancée du bronzage à la trace blanche du maillot).

Dans cette course tout est

bon pour bronzer, et certains journaux vont jusqu'à proposer de se badigeonner avec de l'huile de table pour «accélérer le bronzage» : ce qui revient à prendre sa peau pour une pomme de terre que l'on veut faire frire ! Il arrive ainsi de graves brûlures avec peau boursoufflée, crevassée.

COMMENT ÉVITER LES BRÛLURES DE SOLEIL

Le danger immédiat de l'exposition prolongée au so-

leil (ou même par un temps chaud, mais couvert), c'est la brûlure de soleil, l'insolation.

La brûlure est provoquée par les rayons ultra-violetts, d'abord simple rougeur, elle peut être plus grave, attaquer le derme puis les couches profondes de la peau. Elle mettra alors plus de temps à cicatriser.

C'est lorsqu'on s'expose sans bouger, allongé côté pile, puis côté face des heures entières, que l'on risque le plus :

- de bronzer exagérément - donc de brûler.

A la plage, si la sieste nous tente, nous devons la faire sous un parasol. Il est dangereux de ne pas bouger sous le soleil. Par contre, nager au soleil, courir au soleil derrière un ballon sont moins dangereux (à condition dès la moindre rougeur de mettre une légère chemise sur les épaules).

LES DANGERS DU SOLEIL À LONG TERME

Si le bronzage répété plusieurs années durant assure en prime à tous coups de disgracieuses pattes d'oie autour des yeux, des lèvres, une peau séchée et fripée, il peut aussi entraîner, et c'est plus grave un cancer de la peau. Les brûlures répétées dues au soleil ont sur la peau le même effet, à long terme, que les brûlures par rayonnements ionisants : des radioscopies répétées par exemple provoquent des cancers de la peau des mains chez les radiologues.

(à suivre)

Docteur QdP



PROGRAMME TÉLÉ

MARDI 6 JUILLET

TF 1

- 18 h 15 - Pour les jeunes
- 19 h 00 - Ces animaux qu'on appelle des bêtes
- 19 h 20 - Actualités Régionales
- 19 h 40 - Une minute pour les femmes
- 19 h 45 - Tour de France
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Mille ans de civilisation Maya
- 21 h 30 - Ces années là : 1964
- 22 h 35 - Paris carrefour du monde
- 23 h 35 - Journal

A2

- 18 h 15 - Le palmarès des enfants
- 18 h 30 - Vie quotidienne
- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 18 h 45 - Y'a un truc
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Les dossiers de l'écran : «Le visiteur», film américain de J. Gold (1973)
- 23 h 30 - Journal

FR3

- 19 h 05 - Programmes régionaux
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Tribune libre
- 19 h 55 - Flash journal
- 20 h 00 - Vingt heures en été
- 20 h 30 - Aventures «Kali Yug, déesse de la vengeance», film de M. Camerini
- 22 h 05 - Journal

FEUILLETON

Hebken

de

YOUENN CÔIC

Conte gueux

aux Éditions P.J. OSWALD

RÉSUMÉ :

Youenn travaille sur l'île Tudy, dans un atelier de salaison du poisson. Quelquefois, le soir, les vieux pêcheurs lui font des confidences.

- Tu vois l'église, Youenn, le curé est un pokes treu (1). Il vit d'une petite rente en grains qui lui est allouée, mais il fait maigre plus souvent qu'un ermite, et le bon Saint Tudy lui-même avait de quoi nourrir sa foi, parce qu'il était ravitaillé depuis Kemper par le cours de l'Odet. Celui-ci est tellement gueux qu'il n'a pas eu assez de crédit pour nous faire donner des cloches neuves. Parce qu'on nous a enlevé les vieilles pour fondre des canons, pendant la guerre contre les Anglais. Les Saxons rouges étaient devant nos côtes, et on ne pouvait plus pêcher. Pas le droit de sortir la nuit, parce qu'ils croyaient à Paris que chaque fois qu'on mettait nos chaloupes à l'eau, c'était pour transporter des espions ou des traîtres en Angleterre. Toutes les semaines, on avait ici les sectionnaires de Pont l'Abbé... (il cracha, par terre, un gros jet de noir) à perquisitionner. On était pourtant plus républicain qu'eux, parce qu'on crevait vraiment de faim. La pauvreté n'inspire pas confiance, même aux démocrates. Un beau jour, une escouade de Kemper est venue prendre les cloches. Nous, on était en mer. La nuit, je me rappelle, on n'a pas entendu les cloches. C'était notre seul point de repère dans le noir, on n'avait pas droit aux feux, à cause des Saxons. La moitié des barques se sont perdues corps et biens. Moi, j'ai eu de la chance. J'étais avec trois autres. On a réussi à ne pas s'éloigner de la côte jusqu'au jour... Les autres se sont dressés sur les Glénans. Cinq ou six ont réussi à se sauver à la nage, et on les a retrouvés après.

(1) pochés trouées, fauché.

- Moi, je dis qu'on était mieux sous l'Ancien Régime. On n'était pas tant embêté par les lois et les règlements qu'ils font à Paris sans savoir ce que c'est que la vie de tous les jours des gens d'ici. Pennarun sait ce qu'il dit. Les vieux de mon jeune temps étaient plus indépendants que maintenant. Et plus fiers. Quand on avait une épave à portée, on prenait toujours le meilleur avant que les gendarmes n'arrivent. C'était de bonne guerre. La mer est au-dessus des lois. La mer n'est le territoire d'aucun royaume ni d'aucune république. Celui qui risque sa vie dessus est un homme libre. Le pape, dans le temps, avait compris ça, puisqu'il nous avait donné le droit de sortir pour pêcher même aux fêtes chômées par le reste des chrétiens. Quand l'aubaine passe, poisson ou épave, imbécile est celui qui ne la saisit pas...

- Nos pères l'ont aussi fait comprendre au seigneur. Il croyait qu'il pouvait nous pressurer jusqu'à la gorge. Ils ne sont pas montés sur leurs bateaux pendant six mois entiers. Malgré les soldats du roi qui étaient là. Le seigneur a cédé. Et pourtant, ils crevaient de faim... Aujourd'hui, ce n'est plus la même chose. Les jeunes n'ont plus de caractère. Ils supportent n'importe quoi.

Comment Youenn rencontra Anna Bleo Ruz, cela arriva singulièrement.

Il y avait eu une soulerie à l'île Tudy, le jour où les bourgeois de Pont l'Abbé étaient venus avancer le grain et les pommes de terre pour six mois, comme ils faisaient deux fois par an, aux marins qui n'avaient pas de quoi payer, et qui engageaient par écrit toute la pêche de la saison à venir.

Ce contrat existait depuis trente ans. C'était contre cette sujétion que protestaient les vieux, qui n'admettaient pas bien qu'on mette son honneur au fond de son pantalon pour lécher le cul des bourgeois, et les engraisser facilement.

Après quoi, les jeunes partaient pêcher le congrès de mai en août, puis la sardine, les deux mois suivants.

Lorsque les charrettes venaient prendre à la cale les tonneaux d'eau-de-vie, les sacs de grains et de patates, les hommes de l'île Tudy voyaient la perspective de plusieurs mois d'abondance, et, si leurs femmes n'étaient pas là pour modérer leur goinfrerie, ils gaspilleraient tout en quelques semaines de ripaille.

C'étaient donc les femmes, qui venaient porter, pour enlever l'envie aux hommes. Et leur faire honte.

Seulement, ce jour-là, Andro ar Falz, l'homme de confiance du maire de Pont l'Abbé, était venu dire que maintenant la loi interdisait aux femmes de porter. Et que la mesure étant appliquée à Pont l'Abbé, il fallait qu'elle le soit aussi à l'île Tudy. Que ç'avait été trop longtemps toléré, et que maintenant il ne pouvait plus fermer les yeux.

Les hommes de l'île Tudy rirent alors de contentement, et voulurent arracher les sacs et les tonneaux aux femmes. Mais ils se firent rosser, tant il est vrai qu'à cette époque, les femmes de l'île étaient plus mâles que leurs hommes.

- C'est trop facile de vouloir commander, Mathurin Gouz, disait aigrement Chan Braz, à la forte carrure enveloppée de noir, vous êtes tout le temps sur la mer, et nous toutes seules à nous débrouiller sur le sable. Sur votre bateau, vous pouvez être le maître après Dieu. Sur l'île, par Saint Tudy, vous n'avez pas votre mot à dire, sinon oui, après votre femme, et non, pareil après elle.

Youenn Hebken regardait cette scène avec amusement. Andro Ar Falz ne put pas enlever aux femmes le portage, mais il leur joua un mauvais tour aussitôt après.

(à suivre)

VIVE LE 1^{er} ANNIVERSAIRE DE L'INDEPENDANCE DES ILES DU CAP-VERT



Le peuple devant les tentatives néo-coloniales, manifeste massivement son aspiration à l'indépendance.

C'est après plus de 10 années de lutte armée que les peuples de Guinée Bissau et des Iles du Cap Vert ont arraché leur liberté. L'unité des deux peuples s'est forgée dans la résistance à la colonisation portugaise, dans la lutte armée où Guinéens et Cap-Verdiens ont porté des coups décisifs à l'armée coloniale fasciste. Le Cap Vert se situe à plusieurs centaines de kilomètres du Sénégal et se compose de 11 îles. Dénué de tout par la domination coloniale, le peuple fut forcé à l'immigration. En trente ans, il y eut plus de 200 000 morts de faim soit presque la population actuelle du Cap Vert. L'émigration cap-verdienne aux États Unis est de 300 000 personnes. En France, il y a près de 10 000 Cap-Verdiens travaillant principalement dans le bâtiment, la sidérurgie, ou plus encore comme dockers.

5 JUILLET 1975



5 juillet : la jeunesse défile aux chants de : « Nous hissons notre drapeau, celui du peuple, PAIGC force du peuple ! »



Femmes-pêcheurs : vive la révolution africaine, à bas le néo-colonialisme !

PROCLAMATION DE L'INDEPENDANCE



Signature de l'accord d'indépendance entre le gouvernement du Portugal et le premier gouvernement du Cap Vert.

Les Forces Armées Révolutionnaires du Peuple guidées par la ligne politique du PAIGC (Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et des Iles du Cap Vert). Par les coups portés aux colonialistes portugais, elles ont contribué à la libération des deux peuples. Milices populaires et FARP veilleront à conserver les acquis de cette longue lutte.



Aujourd'hui, sur la Place Neuve à San Vincente, des enfants cap-verdiens jouent. Autrefois, seuls pouvaient s'y promener les colonialistes blancs et les collabos.

« Nos terra pa nos povos »
« notre terre pour notre peuple ».

LA LUTTE CONTINUE !



Aujourd'hui, la tâche principale, c'est la reconstruction nationale d'un pays qui n'a que la terre et les bras de ses hommes pour sortir du sous-développement. La lutte continue.